

CENTRALE DE L'INDUSTRIE DU LIVRE
SYNDICAT UNIFIE DU LIVRE ET PAPIER
DE BRUXELLES

PROPOS SUBVERSIFS...

par

Jean De Boe

Ne jamais mentir,
Ne jamais trahir,
Ne jamais désespérer.

BRUXELLES
SYNDICAT UNIFIE DU LIVRE ET PAPIER
Rue de Dinant, 45

1987

PROPOS
SUBVERSIFS

CENTRAL TO A RECENT IN 1950
SYNDICATE UNDER THE NAME OF PAPER
IN WASHINGTON

PROPOS SUBVERSIFS...

PROPOS
SUBVERSIFS...

IN 1950
IN 1950
IN 1950

SYNDICATE UNDER THE NAME OF PAPER
IN WASHINGTON

CENTRALE DE L'INDUSTRIE DU LIVRE
SYNDICAT UNIFIE DU LIVRE ET PAPIER
DE BRUXELLES

PRESENTATION

PROPOS SUBVERSIFS...

par

Jean De Boe

**Ne jamais mentir,
Ne jamais trahir,
Ne jamais désespérer.**

BRUXELLES
SYNDICAT UNIFIE DU LIVRE ET PAPIER
Rue de Dinant, 45

1967

CENTRALE DE L'ÉDITION EN FRANCE
SYNDICAT NATIONAL DU LIVRE ET DU PAPIER
DE BRUXELLES

PROPOS SUBVERSIFS...

Jean De Boe

100 pages, 1950
100 pages, 1950
100 pages, 1950

BRUXELLES
SYNDICAT NATIONAL DU LIVRE ET DU PAPIER
100 pages, 1950

100

PRÉSENTATION

L'auteur de ces « Propos Subversifs... » n'est pas le seul responsable de cet ouvrage. Non pas qu'il en récuse la paternité, mais il entend y associer un certain nombre d'amis qui ont estimé, qu'au moment où une collectivité professionnelle plantait le jalon prestigieux de cent vingt-cinq années d'active existence, il était salutaire de la soumettre à une auto-confrontation.

L'histoire des travailleurs du livre a fait l'objet d'études nombreuses. Ils ont, depuis le début du siècle dernier, déblayé les voies du progrès social, réalisé, avant la loi, toutes les réformes qui caractérisent la société moderne. Aujourd'hui encore, ils sont au-delà du présent. D'innombrables témoignages leur sont rendus et notre objet n'est pas d'en ajouter un autre.

Mais il ne suffit pas de constater un phénomène. Rien ne vient de rien. Il y a toujours le pourquoi, le comment. Le grand mal de notre époque, c'est la souveraine indifférence des hommes envers ce pourquoi et ce comment. Ils subissent — heur ou malheur — le fait actuel, comme s'ils n'avaient eux-mêmes aucun pouvoir d'intervention. Aussi, la classe dirigeante, nantie de cette universelle dévolution de pouvoir qu'on appelle la démocratie, peut-elle, sans sérieuse opposition, poursuivre l'existence d'un régime politique, économique et social caractérisé par l'incohérence, la souffrance et le génocide permanent sous toutes les formes. Car, aucun des maux qui déshonorent l'humanité et confondent la raison n'est nécessaire, ni inévitable. Ils n'existent que par la volonté des hommes. Pourquoi ? Comment ? Les indispensables questions.

Par la nature même de leur état, les travailleurs du livre sont confrontés avec toutes les manifestations de l'esprit. Très tôt, ils ont été sollicités par la subversion intellectuelle. Et l'on peut, sans exagération, déclarer que l'imprimerie, c'est la révo-

lution en permanence. Et, de tous temps aussi, elle a été traitée en délinquante. Privilège dont elle s'honore.

A telle école, il était inévitable que les travailleurs du livre aient été parmi les premiers à mettre en doute la légitimité d'un état social basé sur la violence et l'inégalité. Il était également inévitable qu'ils se soient servis de l'imprimé pour diffuser leur coupable hérésie. Et c'est bien pour eux qu'on créa la censure et le délit d'opinion. Nous pourrions illustrer ces propos d'innombrables exemples de persécutions, allant de la proscription à la mort. Et c'est pourtant au-delà de ce qui est, que l'histoire reprend sa marche en avant.

Très tôt, les travailleurs du livre ont compris que, pour échapper à la malédiction de leur déchéance sociale, il fallait briser les chaînes, dénoncer le mensonge, l'hypocrisie, la contrainte. Ouvrir en permanence le procès des classes. Et, en attendant les brèches spectaculaires, grignoter avec la tenace persévérance de l'helminthe l'édifice d'injustice et d'oppression dont ils étaient les victimes réfractaires.

Les « Propos Subversifs... », sélectionnés parmi tant d'autres par nos amis, expriment cette volonté de refus d'intégration. Si le texte nous en incombe, le choix, la sélection, les engage autant que nous-même. Bien plus, nous avons le sentiment très net qu'à la base de ces « Propos », il y a l'expression d'une pensée collective. Celle de ce groupe d'hommes, unis dans une association professionnelle qui, depuis ses origines, est en état permanent de révolte contre tout ce qui déshonore et dénature l'humanité. Nous avons toujours eu la certitude de traduire les états de conscience de cette communauté de travailleurs que nous connaissons, que nous aimons et qui nous le rend.

Bien que de tous temps les travailleurs du livre aient œuvré pour la justice et la dignité humaine, c'est après la première guerre mondiale qu'il est apparu d'urgente nécessité de prendre ouvertement position contre un état social portant en lui-même les germes des plus épouvantables malheurs. Et la véhémence même de nos « Propos » est à la mesure des indignités qu'ils dénoncent.

Puisse-t-ils trouver chez le lecteur les mêmes sursauts de conscience.

J. D. B.

INTRODUCTION

Peut-être n'est-il pas superflu de rappeler que le licite et l'illicite sont conditions de temps et de lieu et ne sauraient, par conséquent, influencer notre comportement à l'égard de notions plus solides, comme le bien et le mal, l'équité et l'iniquité, le juste et l'injuste. C'était déjà ainsi que pensaient nos fondateurs de 1842, en s'associant pour la défense de leurs salaires. Car, était licite l'intention du directeur du journal « Le Globe » de réduire à 2 fr. 50 par jour le salaire du typographe, qui était de 3 francs auparavant. Mais était illicite, le fait pour les victimes de ce vol, de vouloir s'en préserver. En refusant de vendre leur travail à de telles conditions, les typographes menaçaient tout l'édifice social, basé sur le pouvoir absolu du maître. Aussi, les foudres de la loi s'abattirent-elles sur ces téméraires.

Cela n'empêcha pourtant nullement ces révoltés de persévérer dans leur hérésie car, s'ils n'avaient pas le droit légal de leur côté, ils avaient pour eux la raison. Ils étaient aussi possédés du besoin de justice et de la tenace persévérance dans l'œuvre entreprise.

Le Code pénal était formel : était punie toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser, interdire le travail, empêcher de s'y rendre, etc. Coût : un mois à trois mois de prison. Deux à cinq ans pour les « chefs ». Tandis que la Constitution garantissait à tous les Belges la liberté d'association... pour la béate contemplation des choses établies. Aussi, les fondateurs de l'Association Typographique durent-ils recourir aux subtilités juridiques d'un avocat célèbre, M^e Gendebien, bâtonnier de l'Ordre, pour la formulation des statuts et la justification de son existence. Avec, en plus, le ciment de la volonté de ses dirigeants, les fondations de l'Association étaient solides puisqu'au cours de ces cent vingt-cinq années elles n'ont fait que se consolider.

La solidarité de ses assises était le résultat de l'étroite solidarité qui existait entre les membres. Chacun d'eux était un élément actif, volontaire et conscient de l'œuvre commune. Qu'il s'agisse d'orientation, d'administration, d'action, tout était soumis à la règle du pourquoi et du comment, dans la collaboration la plus étendue. Les premières années d'existence furent pourtant consacrées à l'organisation interne de la solidarité : sécurité d'existence, d'abord. Puis : résistance aux menaces extérieures. Les principes ne sont pas mis en cause. On souhaite, seulement, un peu plus de justice distributive, sans plus. Et, pour cela, il faut rapprocher le maître de l'ouvrier. C'est ce que préconise, au cours du premier Banquet Typographique, en 1846, le confrère Henri Boisseaux, secrétaire de l'Association :

» Je suis fier de le dire, Messieurs, aux typographes appartient en grande partie l'initiative de l'association : non de ces associations où l'homme voit s'engloutir le fruit de son travail et sa santé ; mais de ces associations nobles et généreuses ; de ces associations qui, seules, méritent le nom de philanthropiques.

» Aux typographes le soin de secourir leurs confrères malades ;

» A eux le bonheur de procurer du travail à ceux qui en manquent ;

» A eux le bonheur d'indemniser celui de la famille typographique qui aurait refusé un travail non équitablement rétribué ;

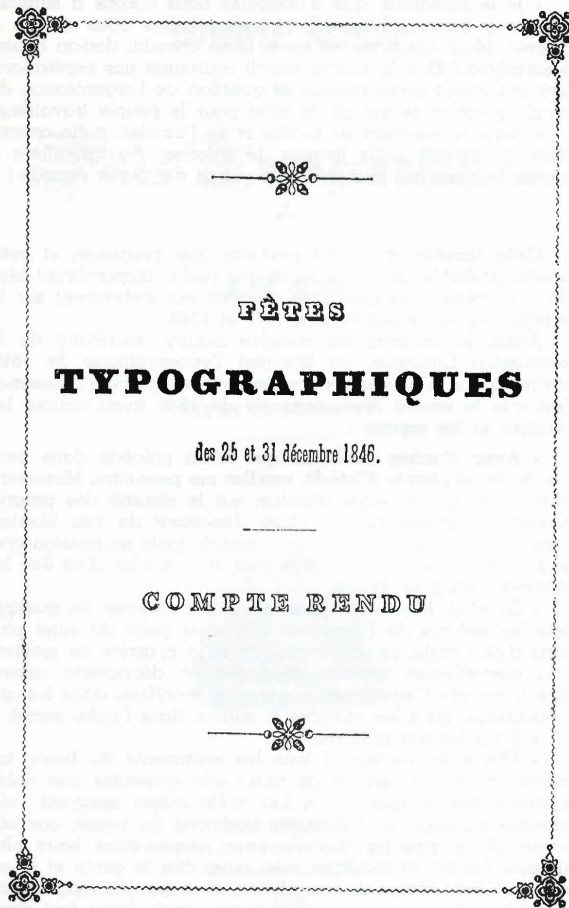
» A eux encore le bonheur de venir en aide à ceux de leurs confrères qui, par le manque de travail, se trouvent dans le besoin ;

» Ces secours de tous les instants, distribués avec une libéralité qui ferait croire à de plus grandes ressources que celles dont nous disposons, ces secours de tous les instants ne s'arrêtent qu'au tombeau !...

» Honneur à ceux qui pensent et agissent ainsi ! Ils donnent au monde un noble exemple : ils agissent pendant que d'autres discutent.

» Après avoir créé trois associations (1) qui, je ne crains pas de le dire, sont dignes d'être prises pour modèles, il nous reste encore beaucoup à faire, Messieurs ; il nous reste à fonder, comme nos confrères de Paris, une alliance avec nos patrons.

(1) L'Association Mutuelle des Typographes. — L'Association Libre des Compositeurs Typographes. — L'Association Libre des Pressiers.



FÊTES

TYPOGRAPHIQUES

des 25 et 31 décembre 1846.

COMPTERENDU

» Je le reconnais, que d'obstacles nous aurons à surmonter pour y parvenir! que d'opinions rebelles nous aurons à vaincre! Mais lorsqu'on est en si beau chemin, doit-on douter de soi-même? Et si le succès venait couronner nos espérances, alors seulement serait résolue la question de l'organisation du travail, question de vie ou de mort pour le peuple travailleur.

» Sans le concours du maître et de l'ouvrier, nulle organisation du travail, nulle fixation de salaires. Au travailleur à montrer la plaie qui le ronge! Au patron d'y porter remède! »

**

Cette timidité, qui n'est peut-être que prudence, et cette naïveté, probablement plus feinte que réelle, disparaîtront bien vite à l'épreuve des calamités sociales qui s'abattirent sur la Belgique, au cours des années 1847 et 1848.

Aussi, le langage du confrère Dauby, secrétaire de la Commission Directrice, au Banquet Typographique de 1849, tranche-t-il sur la prudente péroraison du compagnon Boisseaux. C'est que le souffle révolutionnaire de 1848 avait ranimé les courages et les espoirs :

« Avec d'autres confrères qui m'ont précédé dans cette voie, toute palpitante d'intérêt, veuillez me permettre, Messieurs, de fixer un instant votre attention sur le résumé des progrès qu'amena l'imprimerie, ce phare étincelant de nos libertés. Aussi, ceux d'entre nous qui ont compris toute sa mission civilisatrice et sa puissance, sont-ils fiers, à juste titre, d'en être les interprètes les plus directs.

» En effet, Messieurs, pour nous, qui sommes en quelque sorte les enfants de l'imprimerie, il n'est point de sujet plus digne d'être traité, et pardonnez-moi si je m'arrête un moment à la merveilleuse transformation que sa découverte amena dans le monde. Cette transformation est manifeste dans les arts et l'industrie, dans les sciences et surtout dans l'ordre social.

» Dans les arts et l'industrie :

» Elle initie l'artiste à tous les sentiments du beau, fait profiter chacun du savoir de tous; elle engendre une noble émulation car ce que l'un a fait, mille autres essayent; elle perpétue en nous les heureuses traditions du passé, car elle permet de décrire les chefs-d'œuvre jusque dans leurs plus minimes détails, et inculque pour ainsi dire le génie et le savoir dans cette masse de travailleurs, chez qui une longue suite de siècles d'oppression et d'ignorance avait éteint tout sentiment humain, toute énergie intellectuelle et morale.

COMPTE RENDU

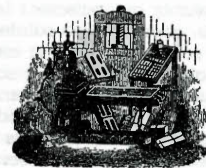
DES

Fêtes Typographiques

DE

1849.

LE 25 ET 31 DÉCEMBRE.



BRUXELLES.

IMPRIMERIE DE DELTOMBE

RUE N.-D.-AUX-NEIGES, 36.

1850

» Dans les sciences :

» Plus de ces admirables découvertes ni de ces longs travaux restés stériles par le défaut de publicité : à peine éclo, l'imprimerie les propage avec la rapidité de l'éclair dans tous les pays du monde, dans toutes les langues, sous mille formes diverses : elle entraîne une innombrable légion de savants qui se font gloire de travailler au bien-être de l'humanité; elle perpétue à l'infini les immortelles œuvres des anciens, en les mettant à la portée de tous; elle crée, dans chaque branche scientifique, des principes fixes et immuables, car elle apporte avec elle la seule, la vraie consécration de ses principes : l'Unité!

» Dans l'ordre social :

» L'imprimerie paraît, et désormais l'homme va connaître toute l'étendue de ses droits; dès ce moment, il a conquis véritablement la précieuse faculté d'exprimer sa pensée, la liberté d'apporter au soleil du progrès régénérateur son contingent de lumière; dès cet instant, il peut mettre en pratique la plus noble des maximes : « Chacun pour Tous, Tous pour Chacun! ». Car il entre dans une voie nouvelle, inculte et encore aride, il est vrai, mais qui a pour but sublime la sainte communion des peuples, et l'abolition du sacrilège droit de l'exploitation de l'homme par l'homme! Avec l'imprimerie, plus de ces despotes odieux, de ces ténébreuses institutions si tristement célèbres : elle les fait tomber et les démasque un à un, tous ces prétendus géants qui puisaient leur seule force dans l'ignorance du peuple, chez qui ils voulaient étouffer tout sentiment du droit! Son souffle puissant et civilisateur a renversé ces colosses qui se faisaient un jeu des souffrances du travailleur, qu'à cette époque on avait honteusement relégué aux plus bas degrés de l'échelle sociale, lui le producteur le plus direct des richesses publiques, lui dont les bras vigoureux ont édifié ces fortunes colossales qui voulaient l'écraser sous un souverain mépris!...

» Mais aussi, voyez quelle lutte gigantesque s'engage entre ces pouvoirs tyranniques qui croulent et leurs victimes qui commencent à relever la tête! Voyez avec quelle aveugle fureur ils tendent à s'opposer à la renaissance des lettres, que féconde avec une aussi admirable énergie l'imprimerie naissante, et qui va faire chanceler sur sa base l'orgueilleux pouvoir, qui va dévoiler à la postérité vengeresse leurs trames et leurs odieuses prétentions. Le travailleur comprend enfin qu'il est né homme et non pas machine passive et, fier de ce titre, alors nouveau pour lui, il pulvérise par la presse et par la

libre action de sa volonté ces ambitions qui voulaient lui contester le plus sacré de tous les droits : celui de s'instruire et d'acquiescer de l'intelligence, tout en travaillant!

» Ce fut une mémorable victoire pour l'ouvrier, que le jour où il put venir ainsi s'asseoir au banquet de l'humanité, et réclamer une minime part de ce qu'il produisait avec tant d'abondance. Les effets de cette victoire ne tardèrent pas à se faire sentir dans les mœurs : en les transformant, un esprit nouveau se répandit sur le monde, des idées plus morales, plus élevées le retremperent; car le merveilleux flambeau de l'imprimerie donna aux sentiments de chacun une tendance plus haute et plus intime à la fois et, régénérée par lui, la société se fit autre jusqu'au fond de ses entrailles!...

» Mais je m'arrête, Messieurs, comme moi, vous avez su apprécier sa marche ascendante et ses brillants résultats, comme moi vous savez que l'imprimerie est destinée à illuminer la terre d'une immense auréole de Paix et d'Amour, qui portera le nom sublime de FRATERNITE et, à la tête de ce mouvement novateur qui doit marquer son règne parmi les classes laborieuses, je le dis, avec conviction, on verra toujours la Typographie au premier rang! »

**

Nous sommes en 1849, l'Association Typographique a sept ans d'âge. Déjà, ses administrateurs éprouvent la nécessité d'aller au-delà de leurs problèmes corporatifs, leur solution mettant en cause l'existence des bases politiques, économiques et sociales de la société capitaliste. Ils mettent en accusation jusqu'au principe de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et, pour donner plus d'audience à leurs réquisitoires, ils sortent du cadre limité de l'Association pour ces congrès anticipés qu'étaient les Banquets Typographiques. Celui de 1849, réunit 271 personnes. Celui de 1850, 326 participants!

Ces assises typographiques de 1850 furent extrêmement importantes, non seulement par le nombre des participants, mais par les audacieuses idées qui y furent exprimées, esquissent, seize ans avant le programme de la Première Internationale Ouvrière et à trente-quatre ans de distance de la Charte de Quaregnon, les principes fondamentaux du syndicalisme moderne.

Nous nous bornerons à reproduire un extrait du discours du président Dequick :

« Qui est-ce qui aidera à réaliser un tel progrès? — L'imprimerie.

» Depuis son invention, bien des choses ont changé, et cela par sa puissante action, par la lumière qu'elle a jetée sur tout ce qu'il y avait d'obscur et de ténébreux. Combien d'abus elle a fait disparaître ? Que de fausses croyances elle a détruites ! — Combien de problèmes, que les masses ne connaissaient même pas de nom, elle a résolus et mis à la portée de tous ! — Avant l'imprimerie, l'instruction était un privilège qu'il n'était donné d'acquérir qu'à un petit nombre. C'était dans les monastères, au fond des cloîtres que se trouvaient les hommes instruits. C'est dans la solitude claustrale que s'écrivaient, pour la plupart, ces manuscrits précieux, presque tous livres ascétiques, des missels, etc., etc., ornés de miniatures, rehaussés de vives couleurs, d'or et d'argent, que nous admirons dans les bibliothèques publiques. Mais ces livres, à qui étaient-ils destinés ? — A des souverains, à de grands seigneurs, qui eux-mêmes étaient souvent illettrés et plus experts à manier l'épée et à pourfendre un homme, qu'à écrire une missive sans faute d'orthographe ; la plupart des hommes n'en possédaient aucun, et n'en voyaient même jamais ; et les eussent-ils possédés, ils eussent été pour eux de peu d'utilité, n'ayant pas l'instruction en partage.

» L'imprimerie est découverte, et tout change d'aspect. Au lieu d'un petit nombre, c'est la généralité qui va s'instruire et posséder des livres. Quelle impulsion nouvelle elle donne à toute chose : arts, sciences, industrie, tout prend un nouvel essor avec ce puissant auxiliaire !

» Au lieu de masses ignares, de peuples entiers plongés dans l'ignorance et l'abrutissement, n'ayant aucune notion de leurs devoirs, de leurs droits, ni de leur dignité surtout, que voyons-nous aujourd'hui ?

» Le grand nombre (je parle des travailleurs) sait, grâce à l'imprimerie, ce qu'il est, ce qu'il veut ; il sait qu'il est un homme qui a une volonté, et non chose sans nom. Il discute ses intérêts, approuve ou désapprouve les hommes et les choses, selon son discernement ; enfin, il n'est plus conduit aveuglément ; il a son libre arbitre.

» Certes, les choses ont bien changé.

» Nous sommes heureusement loin de ces temps. Anciennement, nos pères ne pouvaient rien obtenir que par la force. Quand ils avaient à se plaindre de mesures vexatoires, injustes, ou quand l'on touchait à leurs franchises communales, ils n'avaient qu'un moyen de faire entendre leur voix, c'était de se rassembler sur les places publiques et, le plus souvent, en armes.

COMPTE RENDU

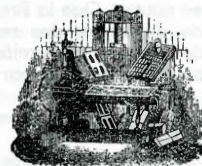
DES

FÊTES TYPOGRAPHIQUES

DE

1850.

25 ET 31 DÉCEMBRE.



BRUXELLES.

IMPRIMERIE DE A.-J. MORTIER,
RUE HAUTE, 230.

1851

» Autres temps, autres mœurs.

» A l'époque où nous vivons, la place publique n'est plus nécessaire pour faire entendre ses plaintes, pour demander tout ce que nous sommes en droit d'attendre des autres hommes, de la société, c'est-à-dire toute mesure tendant à l'amélioration des masses. Au lieu de se diriger vers un arsenal, on n'a qu'à rendre visite à l'imprimerie — là, on trouve des hommes armés, eux, d'un composteur, et prêts à faire connaître et à répandre, par le moyen de la presse, à des milliers d'individus, l'idée dominante avec la rapidité de l'éclair. C'est l'imprimerie, à qui l'on doit tous les progrès que nous constatons aujourd'hui et qui a fait faire des pas de géant à la civilisation.

» Par civilisation, on doit entendre la perfection de la société, le développement des facultés intellectuelles et physiques de tous les membres qui la composent.

» Sous le rapport intellectuel, le progrès est grand et continu ; la lumière se répand partout.

» En est-il de même sous le rapport physique et matériel ? On peut affirmer le contraire, à mesure que nous avançons, que l'on constate des progrès dans toutes choses, il y a aussi des progrès dans la cherté et la difficulté de se procurer tout ce qui a rapport à l'entretien de la vie. Situation choquante, anormale, qui doit disparaître, les choses de première nécessité devraient être abordables pour tous par leur bas prix ; de manière que l'ouvrier qui gagnerait peu serait toujours certain de pouvoir au moins se nourrir. Que la Presse continue la tâche entreprise par elle, de demander des réformes devenues de toute nécessité ; qu'elle s'occupe sans relâche à mettre au jour tous les moyens reconnus bons pour y parvenir, et j'ose prédire qu'elle y parviendra.

» Car qui est-ce qui a organisé la société sur ses bases actuelles ? — Les hommes.

» Qui est-ce qui pourrait changer ces mêmes bases et les établir d'une manière plus équitable pour le plus grand nombre ? — Encore les hommes. »

**

L'application de la Convention avec la France, sur l'interdiction de la reproduction littéraire, devait plonger l'industrie du livre de Belgique dans une crise désastreuse. Cette Convention, qui touchait également d'autres industries d'art, détourna les activités de l'Association Typographique de Bruxelles des grands problèmes sociaux, au cours des années 1852-53-54.

Le nombre des chômeurs était considérable, tant en province qu'à Bruxelles. La misère qui en résulta était encore aggravée par un renchérissement anormal du coût de la vie.

En dépit de ces conditions difficiles, l'Association résolut de faire monter les salaires. Depuis sa fondation, c'était la première revendication d'augmentation collective des salaires. Elle était plus que modeste : 0 fr. 50 par jour, portant ainsi le salaire journalier à 3 fr. 50. Mais, pour modeste qu'elle soit, cette augmentation fut repoussée par les patrons et il fallut recourir à la grève. Avec la conséquence que trente grévistes et membres dirigeants furent poursuivis en vertu des dispositions scélérates du Code. Six furent acquittés, les autres condamnés à l'amende et aux frais recouvrables par la voie de la contrainte par corps.

Mais, la répression était payante, puisque les patrons durent s'incliner devant la volonté de leurs esclaves et porter le salaire du typo à 3 fr. 50 par jour.

On dit qu'il n'y a que le premier pas qui coûte. Dans le cas présent il rapportait également.

Depuis, combien de pas semblables n'ont pas été faits, avec ou sans la consécration de la loi ? Entre ce salaire journalier de 3 fr. 50, ou 21 francs par semaine — aucunement garanti — et le salaire minimum actuel de 2.175 francs ; entre les 60 heures de la durée hebdomadaire du travail et les 40 heures d'aujourd'hui ; entre l'absence totale de toute surcharge, de toute compensation, de tout avantage et ceux reconnus et consignés dans nos conventions collectives et souvent cautionnés par la loi ; entre ce néant et notre charte globale de travail, combien d'efforts, combien de luttes, combien de menaces, combien de défis, combien de sacrifices également, au cours de ce long siècle qui sépare le compagnon de 1857 de celui de 1967 !

C'est que la moindre concession patronale, la moindre réforme ne fut concédée de plein gré. Il fallut, toujours et toujours, recourir à la force ou à la menace d'y recourir.

Et il apparut très vite à nos dirigeants que la force et, par conséquent, la capacité de conquête, dépendait en grande partie de l'intelligence et de la volonté des membres, de leur compréhension des problèmes et de leur adhésion consciente à toutes les entreprises de leur association.

Et, pour cette formation psychologique du syndiqué, quel outil plus précieux que l'imprimé ? D'abord, sous forme de brochures, puis de journaux, voire d'ouvrages importants. Mais, c'est par la voie du journal que la conscience ouvrière s'est

dégagée des entraves et des préjugés de la routine et de la passivité.

*
*
*

C'est au début de l'année 1869, que l'Association publie son premier journal. Il s'agissait encore d'une grève pour une augmentation des salaires. Le nouvel organe syndical portait un titre d'actualité : « La Grève des Typographes ». Il n'eut que quelques numéros d'existence, dont nous n'avons trouvé aucun exemplaire dans nos archives syndicales, dans les Archives de la Ville, ni à la Bibliothèque Albertine.

Ce journal mourut avec les circonstances qui lui avaient prêté vie. Il fut remplacé — mais pas directement par l'Association — par un journal mensuel « La Presse Ouvrière », ouvert à tous les travailleurs de Bruxelles. Laissons-le se présenter lui-même :

- « A nos lecteurs,
- » Bruxelles, le 7 février 1869.
- » La « Presse Ouvrière » vient prendre la place de la « Grève des Typographes ».
- » C'est dans l'ordre.
- » La « Grève des Typographes », née pendant des jours agités que tout le monde connaît, devait nécessairement porter l'empreinte de la passion, peut-être même de l'amitié.
- » Mais, heureusement, après la tourmente est venu le calme.
- » Ainsi, aux récriminations violentes de part et d'autre, va succéder la discussion sérieuse, impartiale.
- » Voici ce que se propose la « Presse Ouvrière » : être une tribune ouverte pour tous nos confrères et amis, qui voudront s'occuper avec nous à préparer la solution du plus grand problème du siècle, nous dirons des siècles : l'émancipation et l'affranchissement des masses, l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale de la classe ouvrière.
- » Dans ce but et pour laisser toute latitude aux opinions différentes de se produire, la « Presse Ouvrière » publiera, sous la rubrique : Correspondances, des articles qu'on voudra bien lui envoyer sur les questions à débattre, comme celle du travail des femmes et des enfants, de l'apprentissage, des habitations ouvrières, des sociétés de production et de consommation, etc., etc.
- » La « Presse Ouvrière », n'ignorant pas que la science économique est loin d'avoir dit son dernier mot, et que nous vivons dans un temps de progrès continus, publiera donc fréquemment la relation de toute opinion émise, en un mot le « oui » et le « non », sans d'écarter ainsi les questions et de servir les véritables intérêts de ses lecteurs.

LA PRESSE OUVRIÈRE

ORGANE DES ASSOCIATIONS

EN TOUT CE QUI A RAPPORT AU BIEN-ÊTRE DU TRAVAILLEUR.

Paraissant tous les Dimanches.

ADMINISTRATION-GÉRANT : M. PAUL VERRIER. — BUREAUX DU JOURNAL : Rue Cadérolle de Rouillon, 19, à Sela-Joan-les-Neuds (Bruxelles).
Tous les abonnements, — Révisés et le prochain (vendre le dimanche) : Un an, fr. 2.00; un semestre, fr. 1.00; un trimestre, 50 centimes. — Diriger le journal à l'adresse ci-dessus. Les abonnements se paient par anticipation et sont reçus à l'avance. Les communications de tous les abonnés, sous le nom de leur nom, et par mandat, en libelle, les termes d'abonnement se sont et libelle qui par mandats de poste.
ANNONCES : 10 centimes la ligne, 50 centimes. — Les annonces d'emploi, émanant des Associations ouvrières, seront insérées gratuitement.

A NOS LECTEURS.

Bruxelles, le 7 février 1869.
La Presse ouvrière vient prendre la place de la Grève des Typographes.

C'est dans l'ordre.
La Grève, non pendant les jours agités que tout le monde connaît, devait nécessairement porter l'empreinte de la passion, peut-être même de l'amitié.

Mais, heureusement, après la tourmente est venu le calme.

Ainsi, aux récriminations violentes de part et d'autre, va succéder la discussion sérieuse, impartiale.

Voici ce que se propose la Presse ouvrière : être une tribune ouverte pour tous nos confrères et amis, qui voudront s'occuper avec nous à préparer la solution du plus grand problème du siècle, nous dirons de tous les siècles : l'émancipation et l'affranchissement des masses, l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale de la classe ouvrière.

Dans ce but et pour laisser toute latitude aux opinions différentes de se produire, la Presse ouvrière publiera, sous la rubrique : Correspondances, des articles qu'on voudra bien lui envoyer sur les questions à débattre, comme celle du travail des femmes et des enfants, de l'apprentissage, des habitations ouvrières, des sociétés de production et de consommation, etc., etc.

La Presse ouvrière n'ignorant pas que la science économique est loin d'avoir dit son dernier mot, et que nous vivons dans un temps de progrès continus, publiera donc fréquemment la relation de toute opinion émise, en un mot le « oui » et le « non », sans d'écarter ainsi les questions et de servir les véritables intérêts de ses lecteurs.

Elle suivra attentivement le mouvement des associations ouvrières dans tous les pays civilisés et en communiquera brièvement les phases les plus saillantes, pour tirer de là les conclusions propres à favoriser le développement des sociétés analogues de la Belgique. Ces faits se rangeront sous le titre de : *Croniques ouvrières*.

Non content de vouloir instruire, la Presse ouvrière s'efforcera d'amuser également : c'est dire que les points nouvelles et les faits divers ne seront pas négligés.

Le pago d'annonces offrira, aux conditions les plus raisonnables, l'occasion de donner une publicité fructueuse à toute demande ou offre de travail, dans n'importe quelle branche de l'industrie.

Nous espérons donc obtenir le concours de tous nos confrères et le bienveillance du public, qui saura apprécier nos efforts.

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF.

Une place importante sera réservée dans nos colonnes à ce que nous pouvons appeler le mouvement coopératif. A côté des études théoriques qui exposeront les origines, les transformations successives, le caractère actuel et le porteur probable de la coopération, nous placerons les enseignements de la pratique; nous proposerons à notre tour que l'association ouvrière, dans ses diverses formes, est possible, en montrant qu'elle existe; nous proposerons enfin de la clarifier, en montrant les résultats qu'elle produit. L'adoption d'autres, dégage de tout alliage compromettant, est devenue la vérité d'aujourd'hui; pour l'opérer à un juste valeur, nous n'avons plus qu'à ouvrir les

yeux et à regarder autour de nous; car l'idée coopérative a porté ses fruits; le mouvement est imprimé; il ne semble pas sur le point de ralentir. Nous nous proposons d'en suivre les applications diverses et de publier dans chacun de nos numéros une sorte de bulletin qui en marquera tous les progrès.

Nous signalerons également à l'attention générale tous les progrès de l'instruction; la Presse ouvrière aura toujours un page pour enregistrer, à chaque numéro, une réclamation banale à tant la ligne, mais une invention, un perfectionnement quelconque dans l'industrie du travail.

Encore un mot !

Une parole encourageante dans une grande force à tous les débutants, et presque toujours détermina le succès de leur entreprise.

Cette parole encourageante et amicale nous a été dite par la plupart des organes de la presse ouvrière; — belge comme étranger.

Merci à tous, pour avoir bien voulu annoncer notre venue dans les termes les plus bienveillants.

Nous pouvons, donc, affirmer que tous les journaux ont compris qu'il est notre honneur en créant un organe accessible à tous... Nous l'affirmons.

Notre pensée, en définitive, n'est autre que celle d'employer un moyen meilleur pour arriver à ce que chacun soit véritablement en contact et un citoyen, dans toute l'acceptation du mot.

Est-ce une tâche au-dessus de nos forces? Non; puisque cette tâche n'incombe pas à quelques-uns, mais sera peut-être remplie par tous.

vivons dans un temps de progrès continu, admettra donc volontiers la réputation de toute opinion émise, en un mot le « pour » et le « contre », sûre d'élucider ainsi les questions et de servir les véritables intérêts de ses lecteurs.

» Elle suivra attentivement le mouvement des associations ouvrières dans tous les pays civilisés et en communiquera brièvement les phases les plus saillantes, pour tirer de là les conclusions propres à favoriser le développement des sociétés analogues de la Belgique. Ces faits se rangeront sous le titre de « Chronique Ouvrière ». »

*
**

Née en février 1869, la « Presse Ouvrière » mourut de consommation au mois d'octobre de la même année. L'absence d'une ligne directrice, d'un programme limité, mais clair et net, soutenu par une rédaction courageuse furent les causes de cette disparition.

Les archives de l'Association Typographique de cette époque, nous renseignent sur les discussions passionnées qui se déroulèrent au sein du Comité et des assemblées quant à l'opportunité ou non de publier un organe officiel de l'Association. Car, la volonté exprimée par le congrès constitutif de la Fédération Typographique Belge, en 1867, de publier un journal corporatif, n'était toujours pas exécutée. Il faut l'attribuer en grande partie à des rivalités internes et, bien sûr, aux événements. Nous le regrettons vivement. Les années 1870 et 1871 furent des années pénibles pour nos compagnons. La Belgique subit les contre-coups de la guerre franco-allemande. L'intense chômage résultant de cette calamité politique était encore aggravée par une exploitation éhontée de la main-d'œuvre juvénile.


A défaut de responsabilité officielle, c'est à l'initiative privée de quelques militants syndicaux que l'on dut la naissance, au mois d'octobre 1872, du journal « Le Gutenberg », organe de l'industrie typographique. Laissons la parole à ses promoteurs :

« Notre but :

» L'Union...

» Notre programme.

» Peut-être plus d'un lecteur, en voyant apparaître cette nouvelle publication, se demandera-t-il quelle peut bien être l'utilité ? Peut-être doutera-t-il de notre témérité, en nous voyant hardiment prendre place au milieu des travailleurs de la pen-

OCTOBRE 1872.			N° 1.	PREMIÈRE ANNÉE.
<h1>LE GUTENBERG</h1>				
<h2>ORGANE DE L'INDUSTRIE TYPOGRAPHIQUE</h2>				
<p>EN TOUT CE QUI A RAPPORT A SON BIEN-ÊTRE ET AU DÉVELOPPEMENT DE SON ART</p> <p>PARAISANT TOUTS LES MOIS, EN LIVRAISON DE 8 OU 16 PAGES</p>				
<p>ABONNEMENTS Un an 52 fr. — Six mois 28 fr. La semaine : 52 fr. centimes. On s'abonne au Directeur de la Rédaction et à tous les bureaux de poste de Belgique.</p>	<p>SECRETARIAT DE LA REDACTION A BRUXELLES 37, Rue de l'Oliverier, 37</p>	<p>ANNONCES On traite à forfait Les demandes et offres d'emploi sont insérées sans frais.</p>		
<p>NOTRE BUT.</p> <p>L'Union...</p>				
<p>NOTRE PROGRAMME.</p>				
<p>Peut-être plus d'un lecteur, en voyant apparaître cette nouvelle publication, se demandera-t-il quelle peut être l'utilité. Peut-être doutera-t-il de notre témérité, en nous voyant hardiment prendre place au milieu des travailleurs de la pensée humaine, dont le nombre grandit chaque jour sans cesse et qu'on surnomme la Presse ?</p>				
<p>Que le lecteur se rassure. Le titre seul de ce journal devrait en indiquer son programme; mais allions-nous l'expliquer en peu de mots.</p>				
<p>Si nous prenons en main ce grand levier de la lumière et de la pensée, c'est parce que nous n'avons qu'un but unique : la rénovation de l'art typographique et l'union de tous les hommes attachés à cette belle industrie.</p>				
<p>Petrons et ouvriers doivent, dans nos idées, se confondre, se reconnaître, pour l'union et l'intérêt de tous.</p>				
<p>Que tous les typographes à qui nous nous adressons, que tous les hommes attachés à quelque titre que ce soit à cette industrie, veuillent bien lire avec attention la publication que nous confions à leur bienveillance; s'ils en reconnaîtront, nous n'en doutons pas, l'utilité immédiate.</p>				
<p>Que voulons-nous, en effet, si ce n'est l'amélioration graduelle, la réglementation et le perfectionnement de tout ce qui a rapport à la typographie; tournons les yeux du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Hollande, nous y voyons toutes les branches vitantes de l'industrie typographique représentées par des écrits périodiques qui revendiquent hautement et au grand jour tous les perfectionnements et les améliorations que réclame l'état du travail, harmonisé avec les nécessités et les besoins de la vie.</p>				
<p>NOTRE BUT.</p> <p>L'Union...</p>			<p>La typographie anglaise possède pour organe exclusif la <i>Press News</i> et la <i>Typographical Circular</i>; la France a son journal <i>l'Imprimerie</i>; l'Allemagne la <i>Correspondant</i>, qui traite et les questions typographiques et les questions ouvrières; l'Italie le <i>Giornale di Tipografia</i>, etc.</p>	
<p>NOTRE PROGRAMME.</p> <p>Peut-être plus d'un lecteur, en voyant apparaître cette nouvelle publication, se demandera-t-il quelle peut être l'utilité ? Peut-être doutera-t-il de notre témérité, en nous voyant hardiment prendre place au milieu des travailleurs de la pensée humaine, dont le nombre grandit chaque jour sans cesse et qu'on surnomme la Presse ?</p>			<p>La typographie belge seule n'est représentée par aucun organe. C'est ce vide, qu'avec votre appui, nous espérons aujourd'hui combler.</p>	
<p>Que le lecteur se rassure. Le titre seul de ce journal devrait en indiquer son programme; mais allions-nous l'expliquer en peu de mots.</p>			<p>Grâce à la collaboration bienveillante de plusieurs typographes notre journal sera à moins de rendre de véritables services. Il s'appliquera à publier surtout des articles d'un intérêt général propres à familiariser les esprits avec l'idée de progrès. Le typographe qui devrait tenir aujourd'hui une si haute place au milieu des arts et métiers, sera l'objet constant de nos sérieuses études. La voie qu'il se propose de suivre est donc toute tracée.</p>	
<p>Petrons et ouvriers doivent, dans nos idées, se confondre, se reconnaître, pour l'union et l'intérêt de tous.</p>			<p>Notre œuvre ne sera nullement une œuvre de parti. A Dieu ne plaise que jamais nous songions à aborder le terrain des personnalités; loin de nous seront religieuses les questions irritantes et les débats stériles; l'intérêt et le bien-être de tous primera toujours nos appréciations dans toutes les questions que nous traiterons.</p>	
<p>Que tous les typographes à qui nous nous adressons, que tous les hommes attachés à quelque titre que ce soit à cette industrie, veuillent bien lire avec attention la publication que nous confions à leur bienveillance; s'ils en reconnaîtront, nous n'en doutons pas, l'utilité immédiate.</p>			<p>En disant que nous ne nous occuperons exclusivement de la typographie, nous croyons être dans le sens véritable de notre titre et de nos idées, mais entendant afin de varier le cadre de notre publication nous nous attacherons à publier alternativement quelques études sur les questions purement ouvrières qui se rattachent le plus près à notre industrie.</p>	
<p>Que voulons-nous, en effet, si ce n'est l'amélioration graduelle, la réglementation et le perfectionnement de tout ce qui a rapport à la typographie; tournons les yeux du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Hollande, nous y voyons toutes les branches vitantes de l'industrie typographique représentées par des écrits périodiques qui revendiquent hautement et au grand jour tous les perfectionnements et les améliorations que réclame l'état du travail, harmonisé avec les nécessités et les besoins de la vie.</p>			<p>Nous nous sommes assurés le concours de plusieurs correspondants qui nous tiendront au courant de la marche de l'imprimerie dans les principales villes de la province et de l'étranger.</p>	
<p>Que tous les typographes à qui nous nous adressons, que tous les hommes attachés à quelque titre que ce soit à cette industrie, veuillent bien lire avec attention la publication que nous confions à leur bienveillance; s'ils en reconnaîtront, nous n'en doutons pas, l'utilité immédiate.</p>			<p>L'importante question de l'apprentissage sera métrologiquement étudiée par notre organe.</p>	
<p>Que voulons-nous, en effet, si ce n'est l'amélioration graduelle, la réglementation et le perfectionnement de tout ce qui a rapport à la typographie; tournons les yeux du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Hollande, nous y voyons toutes les branches vitantes de l'industrie typographique représentées par des écrits périodiques qui revendiquent hautement et au grand jour tous les perfectionnements et les améliorations que réclame l'état du travail, harmonisé avec les nécessités et les besoins de la vie.</p>			<p>L'insalubrité d'un grand nombre d'ateliers typogra-</p>	

sée humaine, dont le nombre grandit chaque jour sans relâche et qu'on nomme la Presse ?

» Que le lecteur se rassure. Le titre seul de ce journal devrait indiquer le programme ; aussi allons-nous l'expliquer en peu de mots.

» Si nous prenons en main ce grand levier de la lumière et de la pensée, c'est parce que nous n'avons qu'un but unique : la rénovation de l'art typographique et l'union de tous les hommes attachés à cette belle industrie.

» Patrons et ouvriers, devons dans nos idées, se confondre, se reconnaître, pour l'union et l'intérêt de tous.

» Que tous les typographes à qui nous nous adressons, que tous les hommes attachés à quelque titre que ce soit à cette industrie, veuillent bien lire avec attention la publication que nous confions à leur bienveillance ; ils en reconnaîtront, nous n'en doutons pas, l'utilité immédiate.

» Que voulez-vous, en effet, si ce n'est l'amélioration graduelle, la réglementation et le perfectionnement de tout ce qui a rapport à la typographie ; tournons les yeux du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Hollande, nous y voyons toutes les branches réunies de l'industrie typographique représentées par des écrits périodiques qui revendiquent hautement et au grand jour tous les perfectionnements et les améliorations que réclame l'état du travail, harmonisés avec les nécessités et les besoins de la vie.

» La typographie anglaise possède pour organes exclusifs « Press News » et le « Typographical Circular » ; la France a son journal « L'Imprimerie » ; l'Allemagne le « Correspondent » ; qui traite les questions typographiques et les questions ouvrières ; l'Italie, le « Giornale di Tipografia », etc.

» La typographie belge seule n'est représentée par aucun organe. C'est ce vide, qu'avec votre appui, nous espérons aujourd'hui combler. »



Ce journal fut un excellent organe d'information pour le monde typographique. Il entreprit des campagnes courageuses et constituait un lien précieux entre les jeunes associations de province et le comité fédéral. Il fut le premier journal professionnel tirant partiellement sa subsistance de la publicité. Cela ne découragea nullement « L'Imprimerie Belge » de le remplacer aussitôt, suivie à peu de distance par les « Années de l'Imprimerie », dont la carrière fut fort longue. Mais il s'agissait

1^{re} ANNÉE. — N^o 1. 10 CENTIMES LE NUMÉRO. 1^{er} AOUT 1877.

LE TYPOGRAPHE

ORGANE MENSUEL
RÉDIGÉ EXCLUSIVEMENT PAR DES OUVRIERS

ABONNEMENTS.
Trimestre av. fr. 3.
6 mois, - 5 50
1 an, - 10 50
Etranger, - 12 50
3 mois, - 3 50

ANNONCES
On traite à forfait.
Les demandes et offres
sont reçues toutes les
jours.
5 centimes la ligne.

Parus les 15 et 20.

Pour être en contact avec le Rédacteur et l'Administration, s'adresser, par écrit, Grand Place, 21, à Bruxelles. Pas de frais sans ordre.

Conte de sa mise.

A NOS LECTEURS.

Écrivez un nouveau Journal! Ça n'est pas d'être. Eh bien! oui, encore un nouveau Journal! Et pourquoi pas!

« Pourquoi pas, nouveaux typographes, nouveaux nous pas un organe pour diffuser nos idées, tout aussi bien que Nif nos patrons? Y a-t-il en, pour moi le directeur successeur typographique, un seul journal libéral? Et de la capitale qui all espère présenter notre situation, et de tout le journaux laisser dire que l'ouvrier est assis, du moment qu'il est assis devant un verre de bière? »

Assurément non.

C'est pourquoi quelques hommes, prenant à cœur les intérêts de la typographie, ont créé le Typographe.

Le Typographe sera un organe essentiellement libre et démocratique. Ses colonnes seront ouvertes à tout compagnon typographe ayant des grâtes fondées à articuler, soit contre nos patrons, soit contre sa confrérie.

Ce que nous demandons surtout, c'est que toute les associations soient fondées, afin qu'on ne puisse pas nous traiter de colonisateurs.

Le Typographe d'explique aussi une explication de questions qui émeuvent le plus, à l'heure qu'il est, de la classe ouvrière en général, et surtout de la formation de chambres syndicales entre patrons et ouvriers et la réglementation de l'apprentissage.

Veuillez, nous lecteurs, en quelques mots, quelle sera la ligne de conduite de votre modesto organe. — Signaler les abus en indiquant les moyens de les remédier, et dénoncer les exploitateurs.

Avec le concours des uns et le bon vouloir des autres, nous espérons mener notre entreprise à bon fin.

Pour finir, nous prions les grands journaux libéraux de ne pas faire des gestes qui pourraient se placer dans nos articles. Le Typographe étant exclusivement rédigé par des ouvriers qui, pour la plupart, n'ont pas de la chance de passer par l'école.

LA RÉDACTION.

M. Nos nouvelles nouvelles de la section L'Année de l'Imprimerie, qui, de la début de la ligne, a publié quel que article un autre lecture, et dont nous le rédaction.

L'apprentissage obligatoire (1).

Un moment où l'Association typographique voit le plus grand nombre des typographes réunis sont nos drapans, nous arrivons à la question de la loi, cette question, difficile entre toutes, de l'apprentissage.

Nous ignorons que le fait est là. Que les augmentations successives de la main-d'œuvre tendent toujours à faire monter, mais que cette terrible question ne sera résolu.

Ni le temps ni l'opinion ne nous ont permis de fuir la question jusqu'à nos collègues de l'étranger. Nous nous sommes permis d'indiquer les principes généraux. Le lecteur nous a excusés de la peine, comme on dit vulgairement, les lauriers par les cornes.

Sur quel, généralement, on laisse les patrons pour régler une augmentation de salaire? Sur l'insécurité du travailleur. Soit. Mais qui est cause de cette insécurité? Qui donne? Pas d'indemnité, qui se fait les spéculateurs de l'endettement, alors que le patron, venu vers des patrons, l'engagement moral d'un être le professionnelle.

Si l'idéalisme que nous a vu la Chambre syndicale propose aux patrons par la Société typographique, elle est du moins très intéressante. Elle leur enlève toute confiance, et donc ils se débarrassent avec des dévouements, qui n'ont rien de l'abnégation avec lequel il répondrait jadis à la société.

Pris de son soutien naturel qui lui fournir, l'endettement est évidemment, et c'est ce que l'on ne vend plus, lui n'y dispose, nous que l'on l'oppose, que l'on corrige. Tous les jours nous sommes pas à même de voir que ce que l'on redonne rien par l'apprentissage. C'est ce fait que nous traitons des services qui l'ont fait, et non des contacts avec ouvriers et patrons. Tout est basé de salaire, et nous attend la promesse loi de l'offre et de la demande des économistes.

Presque toujours, l'ouvrier, mécontent de son état d'espérer pour les salons sans meilleure distribution de motifs du dialogue, voit que son salaire ne pourra être meilleur que la loi, meilleur qu'il l'aurait été avant l'apprentissage. Il se sent jugé par la valeur de l'éducation professionnelle qu'on lui donne; il doit se respecter aux affirmations de

malgré et de l'étranger, intéressés tous deux, presque toujours, à abuser de sa crédulité.

Et si — dans le cas qui nous est présenté — il n'est pas le patron, il n'est pas le patron de la part de l'étranger, qui n'est pas le patron.

Quel tribunal, quelle loi, quel individu, peut décider dans notre pays de liberté, que la progression continue à recevoir, la finitude, ou même les frais d'usage avant de se mettre au point, et que ce travail n'est que tout ou six mois sans un? »

L'endettement est en apprentissage, qui lui apprendra son métier, l'ouvrier, le maître ou le chef d'atelier? Non. Dans la plupart des cas, ce n'est ni l'ouvrier ni le maître, qui reçoit les leçons, est l'endettement qui apprend à l'ouvrier qui, ne trouvant aucun enseignement à cette, n'y met que peu de l'apprentissage. Si l'ouvrier, veut apprendre, il doit qu'il dispose beaucoup de bons voisins, d'intelligence, et l'ouvrier qui qu'il gagne par une quelconque de la confiance et la sympathie de l'ouvrier.

Il est en qui lui fait, le maître lui est par les yeux, il dirige l'ouvrier, et son mot. Ce n'est que plus tard, quand, ouvrier lui-même, il lui doit beaucoup pour vivre, il fait qu'il modifie son mouvement et s'engage à leur donner la production, la simplicité, la simplicité qu'il se le faire. Mais il est parti trop tard, la main est faite, la loi est faite, on n'y peut plus revenir; il faudrait parfois recommencer un apprentissage plus long que le premier, pour désapprendre des maîtres qui on a appris.

Donc, soit contraire.

Quant aux chefs d'atelier, on comprendra qu'ils ne sont nullement contents de faire ce qu'ils font, et qu'ils ne sont pas à même de voir que ce que l'on redonne rien par l'apprentissage. C'est ce fait que nous traitons des services qui l'ont fait, et non des contacts avec ouvriers et patrons. Tout est basé de salaire, et nous attend la promesse loi de l'offre et de la demande des économistes.

Presque toujours, l'ouvrier, mécontent de son état d'espérer pour les salons sans meilleure distribution de motifs du dialogue, voit que son salaire ne pourra être meilleur que la loi, meilleur qu'il l'aurait été avant l'apprentissage. Il se sent jugé par la valeur de l'éducation professionnelle qu'on lui donne; il doit se respecter aux affirmations de

(1) La rédaction veut faire connaître l'histoire des relations de l'Association de l'Association, et c'est ce que l'on ne vend plus, lui n'y dispose, nous que l'on l'oppose, que l'on corrige. Tous les jours nous sommes pas à même de voir que ce que l'on redonne rien par l'apprentissage. C'est ce fait que nous traitons des services qui l'ont fait, et non des contacts avec ouvriers et patrons. Tout est basé de salaire, et nous attend la promesse loi de l'offre et de la demande des économistes.

de ne pas faire des gorges chaudes au sujet des fautes de français qui pourraient se glisser dans nos articles, le « Typographe » étant exclusivement rédigé par des ouvriers qui, pour la plupart, n'ont pas eu la chance de passer par l'athénée. »

*
**

Au 1^{er} janvier 1889, parut « La Fédération Typographique Belge ». La Fédération réalisa enfin la décision du congrès constitutif, en créant un organe corporatif. Dans son article de présentation, le nouveau journal expose l'extrême urgence pour les travailleurs du livre de disposer de leur propre organe de défense :

« Aux fédérés.

» La presse, de nos jours, est un puissant moyen de propagande. C'est grâce à elle que l'on arrive à faire pénétrer dans les masses un esprit de progrès, de justice et de liberté, qui permet à la classe ouvrière d'entrevoir prochainement un avenir meilleur.

» Précisément à cause de l'influence qu'un journal exerce sur l'opinion publique, on a vu se créer une foule de feuilles quotidiennes et périodiques, mais, il n'y a pas bien longtemps encore, on ne comptait aucun organe ouvrier où les revendications de la classe travailleuse pouvaient être exposées en connaissance de cause.

» C'était évidemment une lacune. De là, vint l'idée de créer « Le Typographe ».

» En propageant les principes d'association, en exposant les différentes questions d'un intérêt vital pour nos corporations, le « Typographe » a démontré le bien qu'un organe ouvrier pouvait faire, et si nos syndicats rencontrent maintenant peu d'hostilité, ce journal peut avec un légitime orgueil s'attribuer une bonne part de ce résultat.

» Aussi, nous croyons être l'interprète de nos camarades d'atelier en adressant nos remerciements à la vaillante phalange qui fonda le « Typographe », ainsi qu'à ceux des collaborateurs qui, jusqu'à ce jour, ont consacré une grande partie de leur temps à continuer l'œuvre commencée, malgré les difficultés de toute nature rencontrées sur leur chemin.

» Du reste, onze années d'existence pour un journal spécial, dû à l'initiative privée, disent assez qu'un organe professionnel répondait aux vœux de la Belgique typographique ; mais il est des sacrifices qu'on ne peut pas toujours exiger.

La Fédération, prenant chaque année une plus grande extension, son Comité s'est demandé s'il ne conviendrait pas de créer un organe qui fut l'émanation de la Fédération tout entière, et c'est mû par cette pensée que la question fut portée devant le Congrès, tenu à Gand au mois d'août dernier.

» La réponse ne pouvait être douteuse. »

*
**

Nous avons tenu à faire précéder nos « Propos Subversifs... » de quelques notes préliminaires sur les avatars de la propagande imprimée chez les travailleurs du livre. Entre la création de l'Association Typographique, en 1842, et la parution du journal officiel de la Fédération Typographique, il s'est déroulé quarante-sept années. Et nous pouvons regretter, au cours de cette longue période, l'absence d'un lien aussi puissant et aussi efficace que le journal. D'autant plus que, tant dans la capitale qu'en province, les hommes de valeur ne faisaient pas défaut.

Cette lacune n'empêcha heureusement pas les réalisations importantes de notre mouvement syndical. Mais le développement considérable des industries graphiques vers la fin du siècle ; la multiplicité des problèmes à résoudre dans le domaine économique et social ; les conséquences redoutables de l'évolution technique ; la substitution de la société anonyme au patronat privé ; l'emprise toujours plus grande des banques sur notre industrie et, enfin, les nouvelles structures internationales du marché, tout cela allait exiger une nouvelle forme de combat et, par conséquent, de combattants. Les larmoyantes sollicitations n'avaient aucun pouvoir sur l'exploitation moderne d'une industrie en pleine révolution technique.

Il fallait adapter l'outil syndical à cette situation nouvelle et créer une conscience syndicale avvertie, ouverte, audacieuse, à la mesure des dangers à conjurer. Et ce fut la douloureuse et sanglante aventure de la première guerre mondiale, dont il fallait à tout prix empêcher le retour.

C'est dans cette perspective que le lecteur voudra situer ces quarante années de « Propos Subversifs... ».

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
1925 - 1931
[Faint, mostly illegible text at the top of the page]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text block]

[Faint, mostly illegible text in the upper right section]

1925 - 1931

[Faint, mostly illegible text in the lower right section]

[Faint, mostly illegible text in the lower right section]

[Faint, mostly illegible text in the lower right section]

[Faint, mostly illegible text at the bottom right of the page]

AMI LECTEUR

Lecteur sympathique qui parcourez ce bulletin, nous vous demandons d'abandonner pour un instant votre scepticisme frondeur et de faire, avec nous, un rapide examen de conscience. Et, sans dramatiser outre mesure, d'établir la part de responsabilité qui revient à votre indifférence dans la situation, lamentable pour les uns, menacée pour les autres, de vos conditions matérielles et morales d'existence.

Nous traversons en ce moment une période de tension sociale, devant laquelle la passivité serait criminelle. Elle résulte, d'une part, d'un bouleversement et d'un déplacement profonds des marchés industriels, consécutifs à la guerre; d'autre part, de l'organisation de plus en plus implacable des modes d'exploitation.

L'industrialisme, né dans la première moitié du siècle dernier, eut une répercussion épouvantable sur la vie du peuple. L'artisanat, frappé à mort, se débattit en une agonie atroce qui dura trente ou quarante ans, et dont les convulsions, révolutions et émeutes, après les saignées de la misère, se répétèrent douloureusement dans la littérature de l'époque : Hauptman, Hugo, Taine, Zola, Proudhon, George Sand, etc. Qui ne connaît la situation épouvantable des tisserands du Nord, des canuts de Lyon, pour ne citer que ceux-là ?

L'usine naquit. L'exode des campagnes commença. L'artisan, relativement indépendant chez lui, sans autre régulateur et maître que son propre besoin et celui des siens, vivant, somme toute, chez lui, dans une atmosphère intime, se trouva tout à coup transplanté dans un milieu hostile, réduit à un rôle accessoire, brimé par des maîtres, plus que jamais la proie impuissante entre les mains des exploitants. L'histoire de notre propre corporation nous montre jusqu'à quel point s'exerçaient l'arbitraire et la spéculation. Et puis, commença l'organisation de la défense. Le compagnonnage, qui avait supplanté la

jurande, fut à son tour balayé par les nécessités, et les associations professionnelles commencèrent la grande guerre de ceux qu'on exploite contre ceux qui exploitent, la grande guerre de ceux qui pâtissent contre ceux qui jouissent, la grande guerre de ceux qui peinent contre ceux qui gaspillent, la grande guerre des travailleurs contre le patronat. Et, en dépit de tous les obstacles légaux et illégaux soulevés par les gouvernements ; en dépit des emprisonnements, des bannissements, des déportations, des dissolutions, des saisies, en dépit de tous les arbitraires et de toutes les armes. En dépit de la cautèle et des zizanies calculées ; en dépit des corruptions de conscience, des provocations de toutes sortes, des marchandages malpropres, les associations se sont développées, étendues, se sont soudées les unes aux autres, de corporation à corporation, de province à province, de pays à pays, de continent à continent, enserrant peu à peu le monde dans les bras solidaires et fraternels des travailleurs de l'univers.

Et le patronat, moins tenaillé par le besoin, capable, malgré son isolement, de défendre ses prérogatives, moins généreux aussi, s'oubliant dans la mollesse et l'égoïsme, se trouva bientôt menacé. Et, au moment où la fatigue, une confiance trop grande dans les résultats acquis, amenaient une trêve, ou un ralentissement dans l'activité ouvrière, s'organisait la coalition du patronat. La division dans l'exploitation des produits créa bientôt une interdépendance qui ne pouvait que hâter cette organisation. Ajoutez à cela la naissance du capitalisme, rendu nécessaire par les rapports du commerce et de l'industrie, encore amplifié par la spéculation et l'agioyage et bien d'autres facteurs. Et nous aboutissons à cette organisation formidable : le capitalisme international, intimement soudé à l'industrialisme international.

Il n'y a pas, dans l'histoire du monde, un autre exemple égalant en importance et en étendue l'organisation du capital.

Il est vrai que les associations ouvrières rencontraient et rencontrent tous les obstacles — légaux et illégaux — pour entraver leur développement et leur action ; les associations capitalistes trouvèrent et trouvent toutes les complaisances favorisant leur exercice. Mais il faut ajouter aussi que ces dernières dépassent maintenant de beaucoup en audace, en prévision, en ténacité, en activité nos propres syndicats, amicales ou associations professionnelles.

Et c'est là le danger, ami lecteur.

Danger terrible, danger imminent, danger semblable à celui qui, vers 1830 à 1840, plongea dans la plus noire détresse les

artisans qui n'avaient pas prévu les conséquences de l'industrie naissante. Aujourd'hui, le capitalisme revêt un caractère exceptionnel, il est le maître, plus incontesté que jamais, de notre destinée, de notre vie. Il peut, par le simple jeu de ses rouages, déterminer la guerre, provoquer la famine, étouffer une industrie, rendre noir ou blanc le pain que nous mangeons, nous imposer tel ou tel mode d'exploitation, briser net nos espoirs en une existence plus rationnelle et plus humaine. Nous trouvons devant le danger le plus sérieux que les travailleurs aient connu depuis bientôt un siècle. Et cela, à cause de l'importance de l'ennemi le plus dangereux pour les consciences : le microbe de l'indifférence. Et c'est ici que nous vous demandons,

Ami lecteur,

Qu'avez-vous fait, activement fait, pour parer à la menace ? Vos salaires vous réduisent à la médiocrité, à l'insuffisance. Vos enfants, d'un regard suppliant, vous demandent pourquoi ils sont moins bien vêtus qu'ils ne le désirent ; pourquoi ils sont moins bien nourris ; pourquoi ils souffrent dans leur fierté ; pourquoi ils se voient interdire les plaisirs qui sont accessibles à d'autres ? Vos femmes et vos parents vous demandent pourquoi la gêne, comme une intruse mauvaise, s'est installée à demeure dans votre foyer ; pourquoi le souci périodique du loyer, de l'habit, de l'achat indispensable d'un meuble, ou de tout autre dépense accidentelle encore que nécessaire, leur creuse une ride de plus au front, pourquoi la maladie, comme une vision d'épouvante, les jette anticipativement dans l'agonie ?

Et nous vous demandons, ami lecteur,

Pourquoi, vous qui œuvrez tout, qui êtes le seul — nous disons bien le SEUL — artisan de vie, le seul qui, de vos doigts ou de votre cerveau, crée ce qui se consomme, ce qui embellit, ce qui se porte, ce qui s'habite, ce qui fait que l'humanité, au lieu de croupir dans les cavernes, courbée sous des conditions implacables d'une nature inculte, épanouit au soleil la floraison splendide du savoir et de la beauté ! Pourquoi vous contentez-vous de votre condition précaire ? Pourquoi vous détournez-vous de tout effort d'émancipation ? Pourquoi renoncez-vous au bénéfice de ce que des centaines de générations — des vôtres — ont accumulé de science et d'industrie pour embellir la vie ?

Ami lecteur,

Vous êtes, de par les nécessités de l'interdépendance sociale, investi d'une mission à laquelle vous ne pouvez pas vous soustraire sans trahir et vous-même et les vôtres, à savoir :

celle de conquérir, jour après jour, une amélioration nouvelle de vos conditions d'existence. Vous ne pouvez vous détourner de ce devoir, sous peine de suicide, comme si, étant malade, vous renonciez à vous guérir !

Et nous vous demandons de vous ressaisir, de reprendre les outils d'émancipation, de creuser plus avant et plus large le chemin par lequel vos enfants, envers lesquels vous avez des devoirs sacrés, iront plus librement que vous vers des horizons plus beaux. Et, pour cela, il vous faut refaire votre éducation sociale et morale, il vous faut refaire un sérieux examen de conscience, il vous faut combler les lacunes, arracher les préjugés mauvais, cultiver les sentiments d'humanité qui dorment là, dans votre cœur généreux de travailleur !

Le « Creuset » s'est imposé la tâche de vous aider à retrouver votre volonté d'être, devant toutes les menaces d'amoindrissement et de sujétion, un homme libre et fier qui entend se faire une place, pour lui et les siens, au banquet fraternel de la vie !

« Le Creuset. »

LES DESERTEURS DU DEVOIR

On avale à pleine gorgée le mensonge
qui nous flatte, et l'on boit, goutte à
goutte, la vérité qui nous est amère.

Diderot.

Combattre un ennemi, même puissant, c'est peu de chose. On donne et on reçoit, c'est de bonne guerre. Armé de courage et de conviction et, si la cause est bonne, aidé de l'invincible vérité, il n'est d'arme qu'on ne brise, il n'est de menace qu'on ne vaine. On se jette dans la mêlée avec l'ardeur joyeuse qui convient au lutteur. Les coups claquent, le fouet cingle, on entend des cris, on sent la haine... C'est là, la vie... Le soir, on compte ses partisans, on fait le bilan de la journée. On a conscience de son action, on a livré un assaut effectif.

Combattre l'indifférence ! Ah ! celui dont l'enthousiasme s'est heurté à ce fantôme livide, sait ce qu'il y a de décevante angoisse dans ce drame : vaincre un mort ! Combattre l'indifférence ! Se colleter avec ce cadavre géant tombé en travers de la route de notre foi. Rien ne l'émeut, ni la menace, ni la prière, ni le sarcasme, ni l'adulation. Le fouet peut flageller sa chair, pas une fibre ne bouge, c'est l'ataxie, c'est la mort...

Un cœur impavide se meut à peine dans une poitrine de plomb, le sentiment ne saurait l'émouvoir...

Ah ! mes amis qui me lisez, et qui avez, comme moi, livré bataille au mensonge et à la méchanceté, vous devez connaître ce combat navrant, où la plupart succombent sans gloire. Et pourtant.

Et pourtant, il faut vaincre ! Il faut vaincre ! La vie est à ce prix ! Il faut encore une fois ceindre ses reins, bander ses efforts, se jeter sur la bête... Arracher à la léthargie un lambeau humain. Il le faut : renoncer ce serait désertier son devoir !

L'indifférence nous entoure, nous déborde, elle va nous

étouffer. Elle n'est pas d'aujourd'hui. Au temps d'Hérode, Jean le Baptiste s'intitulait déjà « la vox clamanti in deserto », et payait de sa tête l'audace d'avoir voulu secouer l'indifférence de son temps. Non, elle n'est pas d'aujourd'hui. C'est elle qui, à travers l'histoire, permet, que dis-je, provoque les crois en Orient, les cirques à Rome, les bûchers en Espagne, les gibets, les échafauds. Comme déjà, aux temps mythologiques, elle avait enchaîné Prométhée au sommet du Caucase.

Comme autrefois, toutes les maléfactions s'abritent derrière elle, elles s'en font un rempart, une citadelle, d'où elles peuvent, sans grand danger, nous accabler de misère et de souffrance. C'est elle qui faisait autrefois la puissance des castes. C'est elle qui, de nos jours, fait la puissance des autocrates de sac et d'usine.

Et si depuis Prométhée, l'étincelle du savoir et de l'humanité s'est transmise jusqu'à ce jour, c'est parce qu'il y eut toujours des hommes qui, aux dépens de leur liberté, plus souvent au péril de leur vie — ils s'appellent Jésus, Socrate, Sénèque, Bruno, Galilée, Labarre, Ferrer — surent protéger le faisceau de lumière contre les menaces des ténèbres.

Et, il faut choisir entre ceci et cela. Il n'est pas vrai qu'il y ait de la place pour les indifférents dans la vie. Ou tout est bien dans le monde, et alors l'injustice est une vertu, la misère une loi, la violence un bienfait, l'insolence, le mensonge, la laideur, la corruption, la trahison, toutes fleurs qui foisonnent sur le fumier social, sont les ornements indispensables de la vie.

Où, tout est mal, et alors l'injustice est un abus, la misère un fléau, la violence une abomination. Et c'est ceci ou cela. Je vous défie de sortir honnêtement du dilemme, sans prendre position dans la bataille.

La rapidité prodigieuse des communications à travers le monde nous permet de réaliser au jour le jour les événements qui se passent au fond des continents. Nous suivons presque des yeux les famines aux Indes, en Russie. Nous entendons les râles des catastrophés au fond des mines de la Virginie ou de la Sarre. Nous assistons à la tragédie de ce vieillard mourant à Paris de misère dans une mesure de planches et que les rats dévorent. Nous suivons les tueries du Rif et d'ailleurs, les supplices d'Espagne, les assassinats d'Italie. Nous assistons au bâillonnement de la pensée partout où elle se montre. Aussi bien que nous voyons autour de nous le contraste criminel du luxe et du dénuement, de l'anémie et de la pléthore, de l'épuisement et de la paresse, de la vie et de la mort. Aussi bien que nous connaissons l'existence des casernes, des prisons,

des asiles, des prétoires, des hôpitaux, de toutes les institutions où des milliers d'humains expient le mal dont ils sont innocents.

Je vous le dis : vous ne pouvez être indifférent. Être indifférent ? Je voudrais ne pas recourir à une terminologie dramatique et pourtant il n'est pas un adjectif cinglant qui ne s'applique à ce mot.

Indifférent est synonyme de complice, de lâche, de cruel. Si, pouvant sauver un homme qui se noie, vous détournez la tête et passez votre chemin ; si, pouvant sauver un innocent de la main du bourreau, vous fermez les yeux ; si, pouvant éteindre l'étincelle qui va brûler la maison, vous passez ; si, pouvant redresser un mensonge, une calomnie, vous laissez dire ; si, pouvant détourner une arme criminelle d'une poitrine impuissante, vous la laissez frapper ; si, pouvant garer d'un fauve l'angelot qui sommeille au berceau, vous vous éloignez : vous êtes un indifférent !

Vous êtes un indifférent ! C'est-à-dire un... Mais je ne l'écrirai pas. Vous m'avez compris, n'est-ce pas ? Vous avez compris que, dans cette dure existence où l'homme livre une bataille tous les jours — je ne dirai pas pour son bonheur, ce qui serait une grande chose — mais pour son pain, pour sauvegarder la vie de ses enfants, on ne peut être indifférent. On doit choisir, je le répète, on doit choisir sa place dans la bataille. On doit assigner un but à sa vie et, avec les matériaux des possibilités, on doit coopérer à l'édification de l'Idéal.

Il est bien évident que chacun ne peut apporter également une contribution effective ; les uns sont mieux partagés que les autres. L'inégalité de naissance, comme l'inégalité d'éducation dispensent des armes différentes aux uns et aux autres ; ceux-ci l'emportent par la raison, ceux-là par le savoir, d'autres encore par le sentiment, et des multitudes ne sont riches ni de ceci ni de cela. Mais, qu'importe, si un même désir de triomphe les anime. Ceux qui mènent la dure bataille militante ont besoin d'aide, de sympathie ; ont besoin, lorsqu'ils se retrouvent parmi les leurs, de lire l'approbation et l'encouragement dans les yeux de ceux qui ne peuvent leur donner autre chose.

Indifférent ! Non, non, ne me dites pas que « cela » ne vous intéresse pas. Ne me dites pas que vous avez « d'autres chats à fouetter ». N'invoquez pas un prétexte ridicule pour vous dérober, lorsqu'au nom de vos devoirs je vous sollicite. Car alors, délibérément, vous vous dérobez à la plus élémentaire des contributions, j'étalerai, avec une minutie d'huissier, le cortège effarant des vilénies qui se perpétrent en votre nom. Je jeterai sous vos yeux épouvantés la lèpre, la phthisie, la

famine, la guerre, le crime, tous les fléaux de ce siècle, s'acharnant sur votre mère — oui, sur votre mère, palpitante et sans force : la Misère !

Et vous n'oserez plus désertier votre Devoir !

LES DEUX METHODES

Le syndicalisme traverse en ce moment une période critique. Non pas, parce que des tendances nouvelles viennent de se faire jour. Mais parce que les deux tendances : réformiste et révolutionnaire, qui sont vieilles déjà, acquièrent de jour en jour, de par les conditions économiques et sociales, une importance plus grande. Elles ont pu jusqu'à ces derniers temps, grandir sans trop se heurter, sans se gêner mutuellement. Cette symbiose devient de moins en moins possible. Et c'est la raison pour laquelle nous assistons à une tension intestine dans les syndicats, dont les conséquences seront inévitablement néfastes, s'il n'est trouvé un compromis loyal qui permette d'attendre l'orientation impérative de l'évolution ou, tout au moins, l'adaptation.

Voyons un peu quelles sont les méthodes en présence, dans leurs moyens et leurs fins.

La méthode réformiste consiste à **réformer**, par des moyens légaux et pacifiques, les conditions légales ou contractuelles de travail et d'existence de la classe ouvrière. Elle s'attache à liquider les litiges ou les prétentions au moyen de conseils paritaires dont l'établissement même serait garanti par les lois. Elle légitime le principe de propriété des moyens de production, donc le salariat ; se bornant à réglementer celui-ci au profit du salarié dans des limites compatibles avec les intérêts de l'employeur. Elle considère le travail comme une collaboration entre deux éléments, ayant chacun des devoirs et des droits précisés dans des chartes ou des contrats. Le terme **réformiste** répond bien à la réalité du système : améliorer autant que possible les conditions des travailleurs, sans mettre en danger les principes légaux de l'économie sociale.

La méthode révolutionnaire, contrairement à la méthode réformiste, est unilatérale : elle n'engage que le seul intérêt de l'ouvrier. Dénouçant, du même coup, la légitimité du salariat

et de toutes les assises sur lesquelles il repose. Ses moyens sont illimités et ne s'inspirent que des possibilités, sans s'inquiéter du frein légal et conventionnel. Son but est la suppression des castes sociales, de la propriété d'exploitation, des inégalités matérielles. Le qualificatif révolutionnaire est encore ici d'un usage parfait puisque cette méthode vise au renversement des bases de la société actuelle, à la suppression du principe même de l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'instauration d'un système social, établissant pour chacun une obligation égale devant la peine et un même droit aux jouissances.

Voilà, dans leurs lignes essentielles, les deux méthodes qui se confrontent et qui, malheureusement, se combattent au sein des organisations syndicales.

Je disais plus haut, que la symbiose devenait de moins en moins possible. Je voudrais justifier cette affirmation tout en essayant d'éviter la conséquence immédiate : dissension intestine, et la conséquence prochaine : rupture. Conséquences aussi catastrophiques l'une que l'autre.

Si l'on reprend l'histoire du syndicalisme, on se rend compte immédiatement que le chemin parcouru est énorme. Et l'on se rend compte aussi que, seule, une tactique prudente, mais tenace, pouvait amorcer la voie, laquelle, aujourd'hui libre et large, nous permet de marcher à grands pas. Les obstacles étaient nombreux et conséquents : un prolétariat soumis, ignorant, divisé ; un patronat disposant exclusivement de la machine légale et pour sa seule commodité. L'association même était un crime et la moindre revendication entraînait ses auteurs devant des juges ayant pour seule mission la défense des privilèges bourgeois.

Malgré les grands troubles révolutionnaires qui avaient secoué l'Europe, l'état d'esprit des travailleurs était déplorable. Dans de telles conditions, il était élémentaire pour les militants ouvriers d'agir avec prudence, de ménager les susceptibilités des uns, les préjugés des autres, en même temps que de contourner les obstacles légaux en édulcorant les principes mêmes du syndicalisme naissant. Il fallait, dans des conditions données, trouver une formule viable. Le syndicalisme réformiste trouva cette formule et, il faut le reconnaître, son travail fut énorme et ses conquêtes conséquentes.

Mais ceci est le passé.

La situation des travailleurs se trouve être complètement différente aujourd'hui.

A la quiète et calme vie a succédé la fièvre, l'agitation, l'instabilité. Le réseau ferroviaire qui relie en quelques heures

des contrées, jadis sans contact ; le machinisme sans cesse amélioré et intensifié ; la monopolisation toujours plus grande de la manufacture et de l'entreposage ; et puis, surtout, la centralisation des forces bancaires, placent le monde ouvrier devant un problème insoupçonné par nos pères. Et, pour la solution duquel, la méthode réformiste se trouve impuissante ou, pour le moins, insuffisante.

Il fallait donc une réadaptation de méthode. Les réformistes se trouvent à peu près dans la situation de chefs militaires partant en guerre avec des arquebuses et des catapultes contre une armée munie de mitrailleuses et d'obusiers modernes. **Ils ne peuvent compter que sur la bonne volonté de leurs adversaires.** Je pourrais illustrer cette thèse d'événements récents et suggestifs. Or, la bonne volonté de l'adversaire ne dépasse jamais ses seuls intérêts, qui ne sont pas toujours et forcément incompatibles avec certains intérêts des ouvriers. Et c'est dans cette faible limite que le réformisme se trouve confiné. La méthode révolutionnaire la trouve insuffisante, et voici ses raisons :

Seul, le travail constitue une valeur ; c'est par le travail que se permet la satisfaction de tous les besoins humains ; par lui, nous avons du blé, du pain, des vêtements, des habitations, des livres, des œuvres d'art. Indispensable ou superflu, c'est le travail qui le dispense. Seul, celui qui l'accomplit a le droit légitime d'en jouir. Une spoliation, consacrée par l'usage, la loi de la force, infirme ce droit naturel et le retourne. Et il se trouve que, dans notre société, celui qui produit le blé, le pain, les vêtements, les habitations, les livres, les œuvres d'art, est le seul qui n'en puisse disposer et doit attendre la bonne volonté de ceux qui ne produisent rien, pour recevoir la parcelle de production qui lui permettra d'en accomplir d'autres, toujours au seul profit de celui qui ne produit pas.

La méthode révolutionnaire resitue l'ouvrier dans son droit naturel, en dépit des lois et des usages, sachant bien qu'en dehors de ce droit il n'y a que des **pollués inopérants**. Et, alors, puisque toute la machine légale n'a d'autre but que le maintien des usages établis, il est évident que c'est en dehors et au besoin contre les lois que s'exercera sa puissance de conquête. Donc, pas de collaboration : puisque ceci doit tuer cela. Le travailleur ne peut rentrer dans son droit légitime que si le possédant renonce à son privilège, et celui-ci ne peut jouir de son privilège que si le travailleur renonce à son droit. Je le dis, il n'y a pas d'accord possible. Ceci doit tuer cela.

Rien ne permet de supposer que les banquiers, industriels

et profiteurs de toutes sortes sont disposés à abandonner une situation dont ils ont tous les avantages. Non seulement ils ne sont pas disposés à cela, mais tous leurs efforts — et ces dernières années prouvent en ce sens une grande activité — se portent sur le renforcement de leurs positions. Il y avait eu jusqu'aujourd'hui des abus excessifs, des méthodes d'exploitation désuètes, un coulage inutile dont le redressement pouvait apporter des avantages au travailleur sans trop gêner le patron. La fortune et le luxe de celui-ci ne sont pas moins grands qu'autrefois, même qu'aux temps des très longues prestations de travail et des très faibles salaires. Cela tient à ce que l'amélioration des conditions d'exploitation, le machinisme et aussi l'extension industrielle ont permis à la méthode réformiste des conquêtes sans entamer vraiment la situation du patron. Maintenant, nous sommes en pleine période de taylorisme, le champ des récupérations est épuisé, tout au moins des récupérations effectives, parce qu'il y a encore pas mal de revendications secondaires sur lesquelles peut s'égarer l'activité ouvrière.

Maintenant, toute conquête véritable ne peut plus se faire que par la lutte ou par la manifestation énergique de la volonté de lutte. Parce que, maintenant, commence vraiment l'attaque de la forteresse patronale. Maintenant, chaque conquête est une brèche, qui en provoquera d'autres et qui, fatalement, conduira à l'effondrement total. Et, il est normal, que le patronat, les classes privilégiées et les gouvernements mettent tout en œuvre pour détourner la menace. Ils instituent des commissions de travail, ils s'inquiètent d'améliorer — dans une limite devenue insuffisante — les conditions de travail. Ils élaborent des lois rendant obligatoires les conseils d'arbitrage ; ils réunissent des conférences internationales du travail ; ils mettent en œuvre tous les dérivatifs, tous les palliatifs de nature à écarter le syndicalisme intégral ou révolutionnaire, qui est une menace suprême pour leur existence.

Et c'est dans ces conditions que s'abordent les deux méthodes au sein des organisations syndicales. Le mal, le grand mal, c'est que sur cette question de méthode viennent se greffer, toujours ou presque, des questions de personnalités ou de partis politiques. De là, des aigreurs, des disputes, des dénigrements. Que des partis politiques prônent ou représentent les deux tendances en présence est un fait dont ne peut souffrir l'union des travailleurs. Il faut que les militants syndicalistes, réformistes ou révolutionnaires, renoncent loyalement à considérer les organisations syndicales comme des milieux de recrutement politique ; il faut qu'ils renoncent à considérer comme adversaire dans le

syndicat, le camarade dont les convictions ou les activités politiques sont en lutte avec les leurs. Il ne faut pas que, dans le syndicat, les intérêts des travailleurs puissent être mis en cause par des considérations de parti ou de personne. Je répète encore qu'un terrain de conciliation entre les deux tendances doit être recherché, et il est de toute évidence que c'est le réformisme — il appartient au passé — par la logique de l'évolution, qui doit s'assimiler la méthode révolutionnaire. Rester sur leurs positions, ni les uns, ni les autres le peuvent. Ce serait une obstination néfaste dont l'aboutissement certain serait la division. Il faudra, pour qu'une entente puisse se faire, écarter l'invective et le soupçon : la bonne foi n'étant l'apanage exclusif ni des uns ni des autres ! Ayant pour objectif l'émancipation intégrale des travailleurs, ils ont le devoir identique de rechercher en commun la route dont elle constitue l'aboutissement.

L'UNION SACREE CONTRE LA RUSSIE

Si nous jetons un coup d'œil sur la carte de l'Europe, nous voyons au Nord-Est un pays immense qui forme le corps même du continent ; de l'Ouest au Sud, des Etats minuscules se pressent à sa frontière ; d'autres s'en vont se morceler et se perdre dans les mers. La Russie forme ainsi la base même de l'Europe ; nous pourrions dire qu'organiquement, elle en est la raison d'être.

Cette inspection géographique nous apprend pourtant que ce colosse est, pour ainsi dire, ceinturé par d'autres nations qui l'emprisonnent et lui interdisent tout contact direct avec l'océan Atlantique, d'une part, avec la Méditerranée, d'autre part ; ces grandes voies véhiculaires de l'économie et de la pensée universelles.

Si la situation « terrienne » de la Russie devait lui assurer une sécurité relative contre les invasions — ce qui pourtant ne l'empêcha pas de tomber sous la domination des Mongols — elle devait aussi la condamner à l'isolement et au conservatisme. Et, lorsque les nations d'Occident brilleront de tout l'éclat de la Renaissance, la Russie végétera encore dans les ténèbres de la barbarie, malgré les efforts des premiers Romanoff pour amalgamer tous les petits Etats et européaniser quelque peu la vie publique. Voilà comment, au début de ce XX^e siècle, nous avons le témoignage d'une énorme puissance qui a échappé à l'évolution commune et subit encore des survivances féodales comme le servage.

Le grand rêve humanitaire des encyclopédistes du XVIII^e siècle, pas plus que l'épidémie démocratique provoquée par la Révolution Française ne purent pénétrer en ce pays immense, à population clairsemée. Le tsarisme, autocratie absolue, étouffait ce peuple sous sa tyrannie de fer, avec l'aide d'un clergé ignare et d'une noblesse oppressive.

L'Occident ne connaissait guère la Russie. Les débris de

l'armée que Napoléon ramena n'avaient trouvé devant eux que le vide et la désolation, et les Français, qui avaient vu, en 1815, les Cosaques sous les murs de Paris, n'en parlaient qu'avec effroi : le Russe, pour eux, était une espèce de brute velue, puant l'alcool et le fumier, avalant des chandelles de suif en guise de dessert, mangeant, buvant, dormant sur un petit cheval blanc à longue crinière et se livrant, avec sa longue lance acérée, à des atrocités effarantes. Les soulèvements de Pologne et d'Ukraine, la campagne de Crimée n'apportèrent pas d'heureux correctifs à cette conception ethnique. Il fallut les traductions de Gogol, de Pouchkine, de Polinavof, de Dostoïevski, de Tolstoï ; il fallut surtout les fugitifs révolutionnaires russes, pour que l'Europe occidentale connut quelque chose de l'âme et de la vie des Slaves.

Si l'était relativement facile, en Russie, de préserver le peuple des lumières du savoir et du besoin de libérer sa conscience, il était difficile d'en préserver une certaine partie de la jeunesse bourgeoise qui voulait et pouvait s'instruire. Et la puissance du sentiment numain est telle, que c'est dans cette jeunesse intellectuelle que vont se recruter les héros de l'émancipation. En Russie, dans la deuxième moitié du siècle dernier, les attentats se suivent avec une opiniâtreté farouche. C'est Karakassof qui, en 1866, ouvre la série rouge, en tirant sur le Tzar, qu'il manque d'ailleurs. Depuis, c'est une suite ininterrompue, dans laquelle la femme joue un rôle très important. En 1875, à Lipetzk, un congrès révolutionnaire décide la mort d'Alexandre II. L'exécution de cette décision est épique. En avril 1879, Solovief tire trois coups de revolver sur le Tzar, il le manque. Six mois après, Hartmann tente à son tour de l'abattre. Quinze jours plus tard, Alexandre II, revenant de Crimée, devait entrer dans Moscou ; une mine placée sous la voie du chemin de fer devait éclater au moment où passe le train impérial : le Tzar avait pris un autre train ! Moins de deux mois après, le 17 janvier 1880, une machine infernale explose au Palais d'Hiver, tuant et blessant une soixantaine de soldats... La mine était destinée au Tzar qui devait assister à un dîner officiel mais, pour une cause quelconque, le dîner avait été retardé ce jour-là d'une demi-heure. L'année suivante, le 13 mars, fut exécutée la sentence du congrès de Lipetzk, dans les circonstances suivantes. Vers deux heures, sortant du palais de la duchesse Catherine, le Tzar monta dans la voiture blindée pour se rendre à son palais. La route ordinaire longeait la perspective de la Néva, mais, évitant la foule, il ordonna au cocher de suivre le quai étroit qui longe le canal Catherine... Lorsque

la voiture s'engagea sur le quai du canal, une bombe explosive fut jetée sous la voiture par Rysakof. Le Tzar se mit à marcher à pied. Alors, un jeune homme (Jelaboff) accourut et lui jeta sous les pieds une seconde bombe qui éclata immédiatement en le tuant. Jelaboff, blessé lui-même par la bombe, mourut le lendemain. Et la série rouge continua ainsi. La répression, d'ailleurs, est épouvantable. La liberté de pensée n'existe pas, la moindre manifestation de libéralisme valait pour le moins à son auteur les travaux forcés ou l'incarcération « sine die » à Saint-Pierre et Paul. Les fugitifs sont légion. Leur centre de refuge est tantôt Bruxelles, tantôt Genève ou Londres. Ils apportent dans les milieux révolutionnaires, particulièrement après 1904 et 1905, une ardeur nouvelle. Peut-être aussi d'autres méthodes, dont l'application se manifeste surtout en France. Ils ont encore, ce que nous n'avons plus, la foi et l'esprit de sacrifice. Il y a du mysticisme dans leur philosophie.

Nous nous souvenons avec émotion de ces milieux de réfugiés du début de ce siècle où la misère et la persécution ne purent altérer les rapports fraternels et la fidélité à l'idéal, objet de leurs sacrifices.

Pendant ce temps, le Tzar se faisait exhiber par la République, en France, à titre publicitaire, sans doute, les emprunts russes drainant, avec la complicité du Tiers-Etat, l'épargne populaire. Les capitalistes, plus pratiques, moins curieux de la psychologie slave que de l'exploitation de la terre russe, accaparaient la plupart des services publics, chemins de fer, éclairage des villes, usines, puits de naphte, etc. Cette colonisation étant pour eux d'autant plus intéressante que le pays, dont les ressources sont illimitées, n'oppose aucune résistance. Les capitaux ainsi engagés atteignent des chiffres fabuleux.

Au point de vue diplomatique, la Russie constituait bientôt une alliée enviable et enviée. Non pas que sa puissance militaire fut très considérable, mais sa position, à dos des deux plus forts Etats de la Triplice : l'Allemagne et l'Autriche, lui valait les sollicitations pressantes des deux groupes qui se partageaient l'équilibre européen. Les intérêts français étaient importants en Russie ; de nombreux emprunts d'Etat liaient, par ailleurs, ce pays à la France. Le traité franco-russe conditionna le tout.

*
**

On connaît l'étrange coïncidence du voyage de Poincaré à Cronstadt et la déflagration de la guerre. On connaît aussi la façon dont la Russie attisa les passions à Belgrade après l'atten-

tat de Serajevo. On sait encore que la Russie mobilisa bien avant les autres nations, et on sait que le gouvernement français était au courant de cette mobilisation dès le 29 juillet 1914. Alors que ni l'Allemagne, ni lui-même n'avaient rien fait de décisif. L'histoire pèsera sûrement ce qui revient à chacun — notamment à l'ambassadeur français à Saint-Petersbourg — de responsabilité dans la tuerie. Mais il est trop facile de cacher, de part et d'autre, ses propres manigances en en accusant son adversaire. Si nous savons ce que valaient les hobereux allemands, nous savons maintenant ce que valaient les démocrates à la Poincaré ou à la Millerand. Et les méthodes civilisatrices de Painlevé en Syrie et au Maroc nous permettent de comprendre combien le scrupule humanitaire devait peu peser dans la conscience des hommes d'Etat et des diplomates de 1914.

Revenons aux rapports de la Russie avec l'Occident.

Avant-guerre, c'est le Tzar, représentant de la tyrannie la plus sanguinaire, promené par la République Française — cœur et cerveau de la civilisation — dans un délire de louanges et d'acclamations, sur ces boulevards de Paris où trente ans auparavant, avait déferlé la Commune. Il fallait assurer les emprunts russes...

Pendant la guerre, c'est l'espoir suprême de la Civilisation, de la justice et de la démocratie... Un grand démocrate se fait photographe dans le Palais Impérial de Saint-Petersbourg, pressant le « petit père » Nicolas sur son cœur. C'est de l'imagerie populaire qui fait très bien auprès des pauvres bougres qui doivent se faire casser la figure pour quelque chose. Qu'importe aussi si le Tzar suinte par tous les pores le sang de centaines, de milliers de frères assassinés pour la Grande Cause : il s'agit de sauver la Civilisation — elle en vaut bien la peine. Mais, voilà, le rouleau compresseur ne roule pas. Ce réservoir inépuisable d'hommes est littéralement dénué de tout ce qu'il faut — en plus de la chair humaine — pour faire la guerre. Les soldats n'ont bientôt plus qu'une capote, qu'un fusil pour deux, puis pour trois... La misère ravage la population à l'arrière. Et ce peuple, qui depuis des siècles se courbe sous le knout et l'encensoir, est travaillé par le ferment de l'émancipation. Les Alliés ne peuvent rien, sinon l'envoi de quelques missions de parade... Et, ainsi, pénètre et se propage un rayon de lumière nouvelle dans ces consciences si longtemps enténébrées.

Pourquoi se battent-ils ? Se battre ? Non pas, se laissent-ils massacrer ? Pour créer une diversion et permettre à tel secteur français de se dégager ? Pour que s'affermisse, par une grande victoire militaire, le pouvoir qui les écrase depuis toujours ?

Pour que les ingénieurs et les usiniers internationaux puissent plus facilement les exploiter ? Et l'idée se précise, s'affermi, s'impose, éclate... Et, c'est la Révolution... Et c'est la Paix.

Ah ! la Paix ! Ce fut à travers la presse, dûment censurée, une clameur épouvantable. Cette nation choyée, flattée quelques mois auparavant, n'était plus qu'un troupeau d'esclaves, fuyant lâchement devant sa responsabilité dans l'histoire. Les révolutionnaires, y compris Kerensky, qu'on promène aujourd'hui parce qu'il combat le régime soviétique, n'étaient qu'une bande de traîtres à la solde de la Wilhelmstrasse. Communistes, socialistes, libéraux, tous dans le même sac... A ce moment, il fallait avant tout sauver l'Occident capitaliste, on ne voyait, dans ce formidable réveil d'un peuple de 120 millions d'individus — pour ne parler que de la Russie d'Europe — qu'une désertion criminelle.

Et, depuis lors, la Russie est mise au ban des autres nations d'Europe, voire du monde. Ceux qui auraient dû magnifier cette révolution — égale si pas supérieure, en influence idéologique, à la Révolution Française — ceux-là, ayant lié leur sort à celui du monde capitaliste qu'ils ont voulu sauver, se sont tournés contre elle. Et le malentendu ne peut aller qu'en s'aggravant, pour la raison suivante : c'est que cette révolution, par un peuple non préparé, stigmatise leur lâcheté devant les événements. Cette révolution semble leur dire : « Vous aviez pour mission la fraternisation des peuples et vous avez aiguisé les haines, vous avez creusé des fossés. Votre mission était de détruire le capitalisme, vous l'avez sauvé en lui immolant des millions de prolétaires et vous aviez les possibilités d'accomplir cette mission, mais vous avez reculé et je reste, moi, le témoin vivant de votre faillite apostolique. »

Aussi, tous les efforts, toutes les ressources du langage, de la littérature, de la casuistique, toutes les forces d'épuisement, de contrainte, oui, jusqu'à l'invasion et la famine furent employées pour faire avorter l'œuvre, la détourner de ses buts, ou annihiler sa puissance d'expansion. Nous nous souvenons des campagnes de presse par des écrivains talentueux où le mensonge allait jusqu'au ridicule, sans que personne, encore une fois personne, entendez-vous, eut la probité de rappeler les insulteurs à la plus élémentaire des pudeurs. Au contraire...

Aujourd'hui, après avoir saboté par les plus basses combinaisons la tentative de libération ; après avoir accumulé le blocus économique sur l'organisation d'expéditions contre-révolutionnaires, hypocritement on vient dénoncer les manquements des Soviets à leur programme. Après avoir creusé trous et

trappes, on leur impute à crime d'y tomber. Et c'est cette duplicité qui nous révolte.

Nous ne sommes pas communistes, et nous étoufferions probablement sous la discipline soviétique ; nous sommes trop jaloux de notre indépendance et de notre dignité d'hommes pour nous laisser embrigader dans le troupeau des partis politiques, l'esprit grégaire ne pourrait s'accommoder de notre tempérament révolté. Mais, puisque la querelle menace jusqu'à notre vie syndicale et peut menacer demain la paix du monde, nous croyons de notre devoir de parler.

A la campagne de diffamation, de baillonnement, devait immanquablement répondre une contre-campagne. Les exagérations devaient engendrer les exagérations contraires. Les mensonges devaient engendrer les mensonges. La diplomatie des uns devait susciter la diplomatie des autres. Le tout s'aggravant d'une concurrence auprès de la clientèle électorale. Et le monde des travailleurs se trouve ainsi balancé entre deux affirmations tendancieuses sans qu'il lui soit possible d'en dégager, pour le présent, une connaissance réelle de la situation du prolétariat russe. Or, cette connaissance — dont on pouvait peut-être se passer il y a vingt ans — est aujourd'hui une nécessité absolue. Parce que : 1° les révolutions qui se maintiennent sont trop rares dans l'histoire pour que l'expérience puisse être faussée aux yeux de ceux qui mettent leurs propres espoirs dans une révolution ; 2° la Russie actuelle, en voie d'évolution économique et industrielle, constitue au point de vue de la production mondiale un élément de première importance ; 3° le peuple russe, riche de quelque 120 millions d'individus formés, sur le terrain syndical, une force qui ne peut et ne doit pas être isolée — pour quelque cause que ce soit — des autres travailleurs du monde ; 4° il faut qu'il soit établi par une constatation impartiale de quel côté se trouve la mauvaise foi, cette mauvaise foi étant conditionnée par des intentions que la classe ouvrière doit connaître ; 5° il ne faut pas que la Révolution Russe serve de division entre les travailleurs du monde, mais il faut qu'elle leur serve de ciment.

Et, pour cela, il est nécessaire qu'un nombre, le plus grand possible, de travailleurs puissent se rendre en Russie, être en contact, non seulement avec les cadres des organisations, ou du pouvoir, mais avec le peuple ; puissent de leurs yeux voir, de leurs oreilles entendre. Cette question ne se poserait pas ainsi pour un autre pays, plus perméable que la Russie, les échanges d'individus étant continus, des malentendus ou des déformations de ce genre ne pourraient se créer. Mais il

s'agit ici d'un pays lointain que les prudents Alliés ont eu soin d'entourer d'une bande de sûreté ou, si vous préférez, d'isoloirs où l'on entretient par une diplomatie habile la haine de la Révolution. L'offensive se dessine jusque sur le terrain syndical, et nos organes fédéraux font chorus, non seulement contre la Russie, mais encore contre les tentatives d'enquête et de contrôle, et montrent ainsi davantage l'urgence de solutionner le problème. Ceux qui s'y opposent ont d'autres motifs pour ce faire que la fraternité des peuples et l'émancipation mondiale des travailleurs.

Il y a là-bas un prolétariat innombrable qui n'est, dans sa grande majorité, ni communiste, ni socialiste, mais qui est un prolétaire et qui, comme tel, a droit à toute notre sympathie et, si cela est nécessaire, à toute notre aide contre toutes les querelles politiques qui tentent de lui enlever le bénéfice des sacrifices surhumains qu'il a consentis pour doter le monde ouvrier d'une révolution prolétarienne, afin qu'elle serve d'encouragement et d'espoir.

Camarades, nous devons percer le mystère russe. Pour cela, des délégations d'enquête par des hommes hors partis, impartiaux et qui ont notre confiance.

QUE SOMMES-NOUS ? QUE VOULONS-NOUS ? OU ALLONS-NOUS ?

« Connaître son but, vouloir l'atteindre. »
« Le Creuset. »

Il paraît qu'il est encore nécessaire de répondre à ces questions. Tant de camarades, dont nous ne suspecterons pas la bonne foi, s'en vont toujours par les ateliers colporter l'injure que tout notre travail de propagande masque une manœuvre politique. Le plus souvent, d'ailleurs, ces camarades appartiennent eux-mêmes, jusqu'à l'aveuglement, à un parti politique et leur opinion sur notre travail s'inspire bien plus d'une crainte de concurrence politique que de la crainte de voir s'ingérer cette dernière dans notre vie syndicale. Pour eux, nous sommes des bolchevistes honteux — ou pire — des bolchevistes déguisés.

Pour ma part, ému de ces affirmations, je me suis soumis à différentes reprises à un sérieux examen de doctrine. Il se pourrait, n'est-ce pas, qu'un fléchissement se fasse à mon insu vers l'une ou l'autre sorte de bateleurs publics. Je ne trouve rien qui puisse m'alarmer. J'ai relu, depuis le premier numéro, toute la collection du « Creuset », il n'y a pas une ligne qui puisse justifier ces craintes. Bien au contraire, j'ai toujours exprimé clairement, sans la moindre équivoque, tout le danger qu'il y avait pour les travailleurs à se laisser prendre aux pipeaux des oiseleurs politiques. Donc, pour ce qui est de Quercus, ni socialiste, ni libéral, ni catholique — ce qu'on me pardonnerait — ni communiste : en fait d'élection de « messies » publics, s'il dépose son bulletin dans l'urne, son bulletin est toujours vierge de tout choix.

Tous, sans doute, ne partagent pas ce mépris total pour la foire électorale : c'est un droit incontestable chez nous. Au « Creuset », nous n'avons pas la prétention de régir les consciences. Mais nous défions n'importe qui de trouver dans nos causeries, dans nos assemblées, des exemples de propa-

gande politique. Nous poussons, dans cet ordre d'idées, le scrupule jusqu'au ridicule ; et tous ceux qui participent à notre vie le savent et c'est la raison qui explique l'union étroite et la collaboration constante de tous nos membres. L'épithète de communiste qu'on nous lance à la tête — ou, plutôt, au derrière — ne les émeut pas et nous ne nous donnerions pas la peine de répondre s'il s'agissait de nous en défendre auprès d'eux.

Mais il y a ceux qui ne nous connaissent pas encore ; il y a les hésitants ; il y a surtout les indifférents qui peuvent, sur une pareille prévention, s'écarter un peu de nous. C'est donc pour eux que nous reposons les trois questions et que nous répondrons une fois de plus.

*
**

Que sommes-nous ?

Nous sommes des travailleurs comme vous ; vos compagnons de casse et de machine. Comme vous, nous sommes soumis à l'iniquité du régime propriétaire qui nous assure parcimonieusement ce qui nous est indispensable au fonctionnement de la machine productrice que nous sommes. Comme vous, nous avons une épouse, des enfants pour lesquels nous avons l'angoisse permanente de ne pouvoir, un jour ou l'autre, pour cause de chômage ou de maladie, assurer l'existence.

Ce que nous sommes ?

Nous sommes comme vous des esclaves rivés à un labeur ingrat, stupide, irrationnel. Comme les vôtres, nos bras, notre cerveau se vendent, s'avilissent à des besognes néfastes pour un salaire qui ne nous permettra jamais de nous élever au-dessus de la médiocrité. Nous souffrons, comme vous, peut-être plus que vous — et c'est ce qui nous pousse en avant — de la servitude constante qui nous humilie chaque jour.

Comme vous, nous supportons le poids de toute l'injustice de l'économie actuelle. Le pain que nous mangeons est aussi dur à gagner que le vôtre. Nous sommes ce que vous êtes : des exploités.

Nous sommes vos frères !

Ce que nous voulons ?

Comme vous, nous sommes des exploités. Mais nous avons compris tout l'odieux de l'inégalité sociale. Pour nous, il n'y a

aucune investiture supérieure, aucune délégation de pouvoir, aucune élection surmaternelle qui permet à une minorité de parasites d'avoir sur nous des droits de vie ou de mort. Nous nous insurgons contre les lois qui nous asservissent. Nous savons qu'il n'est rien, rien au monde, qui ne soit façonné par nos mains. Nous sommes la richesse, nous sommes l'abondance. Notre travail assurerait à tous les humains une vie exempte de soucis et de privations, si nos frères en misère ne se faisaient pas les complices inconscients des accapareurs. Et nous croyons que nos souffrances ont assez duré. Nos ancêtres avaient, pour supporter leur déchéance sociale, un bandeau protecteur : l'ignorance. Ce bandeau nous l'avons arraché de nos yeux et des vôtres. L'illusion n'est plus possible. Nous connaissons nos droits et nos devoirs envers l'humanité. La soumission n'a plus d'excuse. Elle ne peut plus s'expliquer que par la lâcheté. Et nous ne sommes, nous ne voulons pas être des lâches.

Nous voulons nous libérer des servitudes ; mais nous savons que nous sommes impuissants contre l'organisation machiavélique de la société bourgeoise. Celle-ci tire sa force de la collaboration même de ceux qu'elle exploite. Toutes ses forces de répression contre les prolétaires s'exercent au moyen des prolétaires. Paradoxe effrayant, mais réel. Contre l'ouvrier qui prétend conquérir du pain, elle dresse le fils, le frère de l'ouvrier. Et, ni l'un ni l'autre ne s'aperçoivent de l'odieuse réalité ou, s'ils s'en aperçoivent, ils n'osent s'y opposer. C'est pourquoi nous ne pouvons rien dans notre isolement. Nous avons besoin de vous. Et c'est tout ce que nous voulons.

Nous voulons vous faire comprendre que vos intérêts sont dans la lutte inlassable contre le régime bourgeois, car par la lutte vous vous affranchirez de votre condition d'esclave ! Nous voulons faire pénétrer en vous cette conviction. Nous voulons faire de vous nos collaborateurs. Nous vous disons : votre émancipation ne sera l'œuvre d'aucun mandataire, pas plus que d'un miraculeux hasard, mais sera l'œuvre de vous-mêmes.

Nous savons et nous voulons que votre force réside dans la coalition syndicale. Par elle vous êtes une force irrésistible. Mais à la condition pourtant, que cette coalition ne soit pas une masse inerte, mais une masse vivante, agissante, conquérante. Vous êtes coalisés pour l'instant dans l'insouciance ou dans la méconnaissance de votre mission. Nous voulons insuffler de la vie en vous. Nous voulons vous réveiller à la fierté humaine, qui n'accepte pas de joug. Nous voulons vous montrer la route, et sur cette route, nous voulons vous montrer les dangers. Nous voulons vous entraîner vers le but : une humanité fraternelle,

embellie, où l'homme, débarrassé des soucis matériels, pourra se consacrer à l'amélioration de lui-même.

Et c'est vers cette humanité nouvelle que nous allons.

Nos enfants attendent de nous la préparation de ce monde meilleur. Comme nous avons attendu de nos pères une amélioration sur leur propre existence. Chaque génération qui passe dans l'histoire doit faire accomplir au progrès humain l'étape la plus belle. Si nous le voulons, nous pouvons faire un pas de géant.

C'est là ce que nous voulons.

Que ceux qui voient là-dessous des mobiles politiques, nous le disent, nous leur répondrons que ce sont des... imbéciles ou des... politiciens.

PAUVRE PEUPLE !

L'homme est vraiment un pitoyable animal.

Depuis les temps les plus reculés de l'antiquité, il souffre dans l'asservissement et la misère. Qu'il travaille la glèbe de son hoyau rudimentaire pour les patriciens romains ou qu'il s'étienne à un labeur d'automate pour nos modernes industriels, sa condition d'assujéti n'est pas profondément modifiée. Il est toujours le paria dont le maître dispose à son gré.

Pourtant il y a eu le Progrès... la démocratie triomphante... le suffrage universel... le partage des pouvoirs... Toutes les grandiloquentes foutaises qui le détournent de son émancipation véritable.

L'homme est d'une crédulité déconcertante. Tour à tour, on l'a tenu dans la terreur mystique au moyen d'absurdes croyances, on a sanctifié son servage comme une bénédiction spéciale lui préparant pour l'au-delà des félicités éternelles... Et il s'est courbé plus bas sur sa misère ; dévotieusement, il a baisé la main qui l'opprimait.

Les dogmes civiques ont remplacé les saintes lois. Le législateur a supplanté le prêtre. L'esclave est devenu citoyen. Et, comme tel, il est investi de pouvoirs magnifiques : il est Libre. S'il a des maîtres, ils sont de son choix. Ils dépendent de lui : ils sont ses représentants pour arranger les affaires publiques ; c'est lui qui les nomme, il leur impose sa volonté. Aussi est-il fier de son élévation ; au jour des consultations populaires, il se gonfle d'importance, il méprise son ancêtre qui subissait, du jour de sa naissance jusqu'à celui de sa mort, la tutelle inconditionnée de son seigneur... Il est quelque chose, lui. Là-bas dans les mystérieux arcanes des ministères, il y a sa charte à lui, qui le fait l'égal des premiers magistrats : Sa Constitution est inviolable ; personne ne pourrait la lui arracher. Et il se redresse, l'œil fulgurant, la bouche menaçante, les poings serrés. Il est fier de Son pays, de Ses lois, de Son indépendance...

Evidemment, comme celle de son ancêtre, sa vie s'écoule entre le travail mercenaire, les brimades, les insuffisances... Evidemment, comme celle de son ancêtre, sa femme ou sa fille, si elle est belle, sera convoitée, séduite par celui auquel il loue lui-même son corps... Evidemment, les richesses que ses mains produisent ne sont point pour lui, ni pour les siens, mais bien pour ceux qui n'œuvrent jamais... Evidemment, quand les puissants seigneurs se querellent, se convoitent, on l'arrache à ses petiots, on lui arrache ses fils pour servir de chair à bataille... Evidemment, lorsque l'abus le pousse à en appeler au juge contre son oppresseur, il est toujours débouté de la plainte... Evidemment, les maîtres qu'il s'est choisis, il ne les connaissait pas, ils lui furent présentés au moyen de publicité adroite... ou par habile contrainte... Ils le trompent, ils ne soignent pas son intérêt mais le leur. Il a changé successivement d'espèce, et le résultat est toujours le même... Evidemment... Mais, comme son ancêtre, il a la patience tenace, la crédulité infinie, il a horreur des responsabilités, des initiatives, des audaces. Il ne demande qu'à se laisser convaincre, persuader, qu'à obéir. Et ses maîtres, ou leurs avocats, le sollicitent avec tant de talent ! Alors, il se courbe — comme son ancêtre — résigné sur sa misère.

**

Les échos de la dernière guerre se répercutent encore en chacun de nous ; nous entendons encore les gémissements des blessés ; les vêtements de deuil de nos morts nous couvrent encore, les mutilés n'ont encore pu s'habituer à leur infirmité et, déjà, de nouveaux conflits s'amorcent.

Et rien n'est changé.

L'ignoble mensonge de « guerre pour tuer la guerre » est prêt à être invoqué à nouveau. Tout l'arsenal des arlequinades patriotiques et civilisatrices est intact, on y puisera à nouveau pour entraîner aux mêmes massacres les mêmes hommes. On changera peut-être quelques noms : au lieu de la barbarie allemande, ce sera la félonie anglaise, ou italienne, ou quelconque. Ce sera la même guerre du droit des petits peuples à disposer d'eux-mêmes ; la même guerre de libération. Les pitoyables victimes seront investies du même sacerdoce... par ceux qui n'y risqueront rien.

Et le mensonge se compliquera de ceci.

Les tribuns démocrates, surpris par la dernière boucherie, ne purent qu'exciter après coup les malheureux à s'entretuer pour des compétitions de financiers et d'industriels et pour satis-

faire des patriotes mégalomanes. Maintenant que la bourgeoisie a rationalisé sa domination en se faisant des complices de ceux qui avaient la mission historique de la combattre, le bourgeois de crâne s'organise à l'avance. Il faut voir avec quelle fébrile ardeur tous les locarnistes s'exercent dans leurs pays respectifs à « réorganiser » l'armée, le règlement de la guerre. Paul Boncour — il devait bien ça à la Société des Nations — mobilisera tout le monde jusqu'au sang, aux bras, aux cerveaux, à la pensée, aux sentiments. Dans tous les pays, les démocrates ont collaboré à l'amélioration des armements, des programmes militaires et, à quelques exceptions près, voté des deux mains les crédits nécessaires.

L'homme du peuple laisse faire. On le consulte... en canalisant habilement sa décision : il approuve. On a développé sa veulerie jusqu'à l'inconscience. Il lui suffit qu'on se donne la peine de le tromper, de lui « donner » des raisons plausibles — et ce n'est pas cela qui leur manque aux Tartuffes du suffrage universel.

Et, que ce soit à cause des caoutchoucs, des cotons, des pétroles, des débouchés commerciaux ou de n'importe quelle autre raison capitaliste, lorsque demain la feuille de mobilisation touchera l'homme du peuple, il endossera sa capote, coiffera son casque et, les oreilles pleines de « Brabançonne », de patrie menacée, de vieilles libertés en péril, de grand Roi et de toute la camelote excitatoire, il ira augmenter le nombre des « morts glorieux », pour que ses frères, les survivants, puissent goûter à leur tour — comme il le fit — aux douceurs de la restauration industrielle, de l'inflation, de la stabilisation... de la misère perpétuelle pour laquelle il s'est fait trouer la peau.

**

La misère s'étend. L'industrie réorganisée, normalisée, rejette sur le marché des armées de sans travail. Il y a, paraît-il, huit millions de chômeurs dans notre petite Europe ! Le chômage ne serait pas un grand mal si, dans notre société capitaliste, l'homme démuné d'argent ne devait crever de faim, lui et sa famille. Dans nos pays, à haute et belle civilisation, il faut trouver à louer son travail pour pouvoir se sustenter — oh ! le moins possible. On pourrait croire alors, puisque le droit à la vie est le droit primordial, que la société arrangerait son économie de façon à faire travailler tout le monde, c'est-à-dire, à permettre l'exercice de ce droit primordial de chacun à la vie. Non, pas.

Dans notre belle société, la production n'est pas organisée

pour satisfaire la consommation — ou plutôt, le besoin de consommation —, elle est organisée pour rapporter des bénéfices aux exploitants. Il y aurait des foules sans abri, si la construction n'est pas d'un bon rapport, on ne construirait pas ; il y aurait des foules dévêtues, si la fabrication des tissus n'est pas rémunératrice, on ne tissera pas un yard d'étoffe. Or, il se fait que des nouveaux centres de production sont créés sur d'autres continents, autrefois tributaires de la vieille Europe, que le machinisme et des méthodes rationnelles d'exploitation leur permettent de nous concurrencer, non seulement sur leurs marchés intérieurs, mais sur les nôtres. Alors, le capitalisme européen pour se sauver, doit se rabattre sur le travail. Si la machine est plus rapide et moins chère que l'homme, l'homme sera poussé sur la rue. On ne s'inquiètera guère de savoir ce qu'il deviendra.

Avant que les bourgeois aient appelé les démocrates à leur secours, ceux-ci, ne profitant pas, ou presque du régime, les combattaient : l'homme du peuple y trouvait son avantage. Depuis quelques années, cela a bien changé. Et quand on fait l'inventaire actuel de l'avoir de nos bons défenseurs, on constate que les hardes prolétariennes se sont changées en confortables habits, que leurs revenus sont respectables et, qu'en somme, pour peu qu'on ait la conscience extensible, le métier de défenseur du peuple est plus intéressant que celui de typographe ou de tailleur de pierres. Aussi, la société ayant décidément du bon, il serait stupide, n'est-ce pas, de la compromettre pour une égoïste préoccupation de classe... surtout si c'est la classe pauvre. Cent mille chômeurs, cent mille familles dans le dénuement ne peuvent quand même pas être pris en considération lorsqu'il s'agit de l'intérêt supérieur de l'industrie et de la nation. L'industrie doit rationaliser pour travailler à meilleur compte, à ce prix elle peut conserver sa place sur le marché de la concurrence. Eh ! bien, tous les ministres vous le diront et les représentants aussi : l'industrie doit rationaliser et, le faisant, elle doit licencier définitivement des quantités de travailleurs qui, du fait qu'ils doivent travailler pour manger feront baisser les salaires de ceux qui sont restés au travail. Ainsi s'accomplira, par le mirage du bourrage de crâne tripartite et de l'assainissement politique du syndicalisme, l'assainissement industriel et financier, pour le plus grand bien de la démocratie !

L'homme est vraiment un pitoyable animal.

LE PREMIER MAI !

Des fleurs... du sang !...

Voici le mois de mai !... Les gros bourgeons, poissants de sève font explosion et laissent échapper au long des branches tortues les vertes franges du printemps.

Voici venir le mois de mai !...

Dans une débauche de flocons roses, les pommiers poussent leurs bras chargés de fleurs ; l'aubépine des haies borde le pré de ses nuages odorants.

Le mois de mai est comme une vierge prodigue qui jette à pleines mains ses bijoux merveilleux le long des campagnes ensoleillées et ouvre, à notre émerveillement, son paradis de lumière et de parfums...

Voici venir le mois de mai !...

Les sèves, comme des promesses de bonheur, envahissent les créatures. Les bulles de l'espoir montent des cœurs les moins heureux pour expirer en sourires sur les lèvres avivées de carmin... On se sent revivre. Les branches mortes se gonflent de la résurrection et les hommes, pareillement, se relèvent dans une nouvelle espérance.

Mois de mai, mois de printemps, tu es la Vie, tu es l'Espoir, tu es le Bonheur !...

Est-ce ton charme juvénile qui te fit choisir, ô premier jour de mai, comme un symbole d'amour et de justice ? Est-ce ton parfum qui grisa les esclaves, qui réveilla les îlotes, qui ranima les résignés ?... Est-ce ta sève généreuse qui bouillonna dans les veines des opprimés, qui leur rendit l'orgueilleuse volonté de vivre, comme toi, en beauté et en indépendance ?... Ni toi, ni tes fleurs ne le diront. Mais les hommes, depuis bientôt un siècle, de par l'univers, communient ce jour dans un grand sentiment fraternel. Et toujours d'autres hommes, en proie aux

puissances mauvaises, tentent d'étouffer dans la souffrance et le sang, cette aspiration vers la vie, vers le bonheur.

Les luttes du passé.

Dès la première moitié du siècle dernier, s'institua l'usage des revendications ouvrières le jour du Premier Mai. C'est en Angleterre, qu'elles apparaissent, tout d'abord. Peut-être la misère et la souffrance sont-elles moins supportables lorsque la nature est si belle et nous invite au bien-être.

Les premières revendications portèrent surtout sur une réduction de la journée de travail. Dès 1833, c'est vers la journée de huit heures de travail que se tournèrent les volontés. Les grèves, avec cet objectif, se succédèrent. En 1834, les fileurs de coton décrétèrent la grève générale le 1^{er} Mai pour l'obtention des huit heures. La même année, à Londres, il y eut de grands mouvements auxquels les patrons répondirent par des lock-outs et le gouvernement, par une répression impitoyable. Le seul fait de se coaliser pouvait entraîner les pires châtiments. On cite des journaliers de Dorchester condamnés à sept années de déportation pour le crime de recrutement syndical !

*
**

A la même époque, des mouvements identiques se propagèrent aux Etats-Unis, où les conditions de travail étaient particulièrement pénibles. La journée de travail de quatorze heures. Que pouvait-il rester de joie aux travailleurs pareillement rivés à la chaîne ? La classe ouvrière, en grande partie formée d'émigrants s'organisa rapidement.

Dès 1869, nombre de travailleurs obtinrent la journée de huit heures à Chicago et, dans beaucoup d'Etats, cette journée devint légale.

Les Martyrs de Chicago.

En 1884, commença un grand mouvement d'ensemble en vue de l'obtention, au 1^{er} mai 1886, de la journée des huit heures. Les grèves se succédèrent. Le capitalisme aux abois s'organisa de son côté. Ayant les autorités légales, comme toujours, à sa solde, les répressions s'exercèrent de plus en plus violemment. L'exaspération devait éclater d'une manière particulière en mai 1886.

Ces événements sont trop intimement liés à l'histoire du Premier Mai pour que je ne m'attarde à quelques détails.

En février 1886, une grève éclata dans l'usine Mac Cormick,

à Chicago. Douze cents ouvriers en demeurèrent victimes ; la misère les guetta. Deux militants anarchistes : Parsons et Schwab, de « L'Arbeiter Zeitung », prirent leur défense. La municipalité envoya, elle, 400 policiers armés et 300 policiers privés, également armés. Et les provocations commencèrent. A chaque réunion de grévistes des collisions se produisirent avec les « gardiens de l'ordre ». Mais la colère des travailleurs ne fit que monter. A une réunion, la veille du premier mai, assistèrent 25.000 personnes. Le 3 mai, la police privée fusilla, à bout portant, les ouvriers rassemblés devant l'usine Mac Cormick. Une bataille s'engagea, mais des renforts de police décimèrent les travailleurs.

Le lendemain de ce massacre, Parsons et Spies publièrent un appel à l'insurrection :

« La guerre de classe est commencée. Des ouvriers ont été fusillés hier devant l'établissement Mac Cormick. Leur sang crie vengeance ! Le doute n'est plus possible. Les bêtes fauves qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs ! Mais les travailleurs ne sont pas du bétail d'abattoir. A la terreur blanche, ils répondront par la terreur rouge. Mieux vaut mourir que vivre dans la misère ! Puisqu'on nous mitraille, répondons de manière que nos maîtres en gardent longtemps le souvenir. La situation nous fait un devoir de prendre les armes ! Hier soir, pendant que les femmes et les enfants pleuraient leurs maris et leurs pères tombés sous les balles des assassins, les riches emplissaient leurs verres et buvaient dans leurs somptueuses demeures, à la santé des bandits de l'ordre social... Séchez vos larmes, femmes et enfants qui pleurez ! Esclaves, haut les cœurs ! Vive l'insurrection ! »

Un meeting de protestation tenu à Hay Market, réunit 15.000 ouvriers. Il avait été décidé de s'y rendre sans armes. Tout se passa dans le calme. Spies, Parsons, Fielden et d'autres y prirent la parole. Tout était terminé. Deux cents personnes à peine restaient sur la place, lorsqu'une troupe d'une centaine de gendarmes s'élança sur la place, attaquant les ouvriers à coups de revolvers. A ce moment, une bombe fut jetée au milieu des gendarmes, en tuant sept et en blessant une soixantaine. Les autres s'enfuirent, mais survinrent les policiers montés qui engagèrent la bataille. Les ouvriers se défendirent avec le courage du désespoir, mais durent céder devant les fusils à répétition.

Tous les camarades furent arrêtés, parmi ceux-ci : Auguste Spies, Samuel Fielden, Oscar Neebe, Michel Schwab, Louis Ling, Adolphe Fischer, George Engel. Albert Parsons réussit à s'échapper.

Ce fut une terreur sans nom qui régna sur la classe ouvrière de l'Etat de l'Illinois ! Toutefois, le lanceur de la bombe demeura introuvable et, peu à peu, les juges durent relâcher les centaines de camarades qui avaient été arrêtés. Par contre, la main se resserra sur ceux qu'on appela désormais les Martyrs de Chicago.

Je ne puis, malheureusement, raconter ici ce que fut la procédure odieuse exercée contre ces défenseurs du peuple, ni leur courageuse attitude au procès où, Albert Parsons, qui avait échappé aux policiers, vint réclamer librement sa part de responsabilité — s'il y en avait — aux côtés de ses camarades. Ce fut le juge Grinell qui requit contre ces hommes la peine de mort. Et que son nom, pour cela, soit voué à l'exécration éternelle. Le verdict fut prononcé le 17 mai, c'est-à-dire une douzaine de jours après les événements : tous furent condamnés à la pendaison. La grâce intervint pourtant pour Schwab et Fielden, commuant leur peine en prison perpétuelle et, pour Neebe, dont la peine fut commuée en 15 ans de prison.

La presse capitaliste qui avait réclamé ces huit têtes à l'aide d'une campagne de haine, applaudit à ce verdict, comme à un éprouvantail pour faire reculer les militants révolutionnaires. Pourtant, ces événements devaient provoquer un réveil formidable de la classe ouvrière, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier. Ces hommes, qui avaient vécu pour la défense de la justice et de la fraternité, devaient, par leur mort, donner une impulsion formidable à la cause des opprimés. Ils moururent dans une sérénité parfaite, clamant, jusque sous le fatal gibet, leur rêve de fraternité humaine. Plus de 150.000 personnes assistèrent à leurs funérailles, souffletant ainsi les misérables qui les avaient livrés à la potence.

Six ans plus tard, le nouveau gouverneur de l'Illinois, Jean Altgeld, fit reviser le procès qui conclut à l'innocence des martyrs. « Une telle férocité, écrivait-il, n'a pas de précédent dans l'histoire ». Fielden, Neebe et Schwab furent remis en liberté.

Et, comme le sang appelle le sang, les anarchistes exécutèrent les présidents Lincoln et Mac Kinley en manière de représailles.

Les événements de Vienne et de Clichy.

Ce ne fut que plus tard, qu'en France, le Premier Mai fut choisi comme jour de revendication économique. La répression y fut aussi féroce qu'ailleurs. Parmi les premiers mai particulièrement marquants je citerai celui de 1890, à Vienne, dont

le caractère fut nettement révolutionnaire : barricades, charges de cavalerie, collisions, etc... condamnations nombreuses.

L'année suivante, aux portes de Paris, à Clichy, eurent lieu des événements dont les conséquences se répercutèrent pendant plusieurs années en attentats de toutes sortes, depuis Ravachol jusqu'au Procès des Trente.

A ce moment déjà, les politiciens cherchaient à substituer à l'action révolutionnaire les processions pacifiques, les respectueuses délégations officielles, les pétitions platoniques. Pour empêcher cette émasculution, des groupes de hardis compagnons, prêts à toute éventualité, circulaient dans les faubourgs industriels, accrochant aux poteaux télégraphiques des drapeaux rouges et noirs.

A Clichy, un groupe d'une trentaine de manifestants se heurta à des colonnes de policiers et de gendarmes. Débordés, une quinzaine d'entre eux cherchèrent refuge chez un marchand de vin. Ils étaient montés au premier étage et chantaient « La Carmagnole ». Furieux de voir s'échapper leurs victimes, les agents et les gendarmes, sabre au clair et revolver au poing, se jetèrent dans l'escalier et sans sommation aucune firent feu sur les occupants. Ceux-ci ripostèrent à coups de tabourets, de couteaux et repoussèrent ce premier assaut. Mais, les renforts affluant, il y eut une épouvantable mêlée : un contre vingt. Une douzaine des assiégés réussirent pourtant à faire une trouée et purent s'enfuir. Trois des compagnons blessés furent amenés au commissariat où, pour mieux pouvoir s'accomplir la bestialité de ses sous-ordres, le commissaire partit...

Pour ne pas fournir au jury de la Seine le témoignage de cette sauvagerie, on dut attendre la guérison des victimes, c'est-à-dire quatre mois, avant de les traîner en Cour d'Assises, où le substitut Bulot, sous l'instigation du ministre Constans, réclama la tête des trois inculpés, poursuivis pour s'être défendus.

Léveillé fut acquitté ; Dardare, condamné à 3 ans de prison et Descamp, à 5 ans.

Les massacres de Fourmies.

Pendant qu'à Paris se déroulaient ces événements, un drame beaucoup plus épouvantable avait pour théâtre la jolie petite ville de Fourmies. Dans cette vallée de l'Oise, le printemps est particulièrement enchanteur. Il y fait bon vivre ; les habitants y sont paisibles et de bonne humeur.

Cette année, le Premier Mai prenait une signification spéciale pour les travailleurs de l'endroit : depuis quelques jours, les ouvriers d'une importante usine s'étaient mis en grève et, pour provoquer le désordre, le préfet avait fait mobiliser d'importantes forces militaires dans ce joli coin de verdure.

Le Premier Mai est aussi, dans ce pays, la fête du printemps. Garçons et filles, en bandes joyeuses, s'en vont cueillir les branches symboliques du chêne pour faire le « mai ». Et les conscrits émoustillés par le vin, chantent une dernière fois en liberté. De tout cela s'animait la ville. Les grévistes, le matin, décidèrent d'aller débaucher les ouvriers d'une autre usine. Là, ils se heurtèrent à un peloton de gendarmes, qui les chargea avec une violence inouïe. Conséquence : huit arrestations.

Dès lors, ce fut le désordre...

Un bataillon du 145^e d'infanterie vint occuper la place, renforcé bientôt par une compagnie du 84^e. Partout, ce ne furent qu'uniformes, sabres et fusils menaçants. Les manifestants, refoulés de tous côtés, réclamaient les compagnons arrêtés. Il suffisait, à ce moment, aux autorités de relâcher les prisonniers pour que tout s'apaisât. Mais les sinistres fusilleurs voulaient du sang.

Filles et garçons s'étaient mêlés aux manifestants. Les soldats croisèrent les bayonnettes... et, comme la foule ne cédaît pas assez vite, ils chargèrent. Le sang qu'on voulait, coula.

Et puis, ce fut la tuerie...

Le commandant Chapus commanda le feu au 145^e de ligne. Des soldats tirèrent en l'air. Un petit gars s'écria en pleurant : — Je ne peux pas, ma mère est là !

Les autres tirèrent dans le tas !...

Ce fut alors un spectacle d'une horreur indescriptible. Dans cette foule compacte, les balles avaient atteint quatre-vingts malheureux. Dans les estaminets, des hommes tombaient, blessés. Sur la place, c'était une épouvantable déroute. C'était fini !... L'ordre régnait... Les salauds galonnés avaient triomphé !... Il y avait du sang partout... Neuf morts, parmi lesquels la pauvre enfant — 18 ans — qui portait le joyeux « mai » de chêne ; le conscrit — 19 ans — qui portait en chantant le drapeau de la République ; trois autres jeunes filles de 17, 19 et 20 ans ; un gosse de 11 ans et les autres, des jeunes ouvriers.

Le jour des funérailles, la République avait massé dans la petite ville douze escadrons de cavalerie, neuf compagnies d'infanterie et deux batteries d'artillerie, prêts à recommencer le massacre.

Chez nous, en Belgique.

Toute l'histoire du Premier Mai est semblablement endeuilée d'assassinats. Notre pays connu, comme les autres, la beauté de « l'ordre » social. Il me suffira de rappeler les fusillades de Roux, les sanglantes journées de mai 1902 à Bruxelles, Louvain, Gand, où les gendarmes — pour lesquels nos démocrates ont tant de sollicitude — assassinèrent, dans la plus absolue impunité, de nombreuses victimes. Avec l'aide d'un gouvernement tripartite, ils pourront faire beaucoup mieux maintenant, leur budget ayant été largement augmenté, et les pauvres bougres qu'ils assassineront avec leurs mitrailleuses et leurs canons rapides, auront au moins la consolation de se dire que ce ne sont pas seulement les bourgeois qui les ont armés contre eux, mais aussi d'austères et intègres représentants du peuple...

Tragique aussi, ce Premier Mai 1912, à Liège, où la réaction s'inquiétait de voir s'effriter d'année en année sa puissance. Le gouverneur de la province, sans y être sollicité par la Ville, avait envoyé au combat, contre une population désarmée, la crème de ses soudards. Massés sur la place, sans la moindre excuse, les gendarmes tirèrent des salves dans la salle bondée de monde du café de la Populaire. S'il n'y eut que quatre morts, ce fut grâce à la présence d'esprit du député Journez qui, ayant vu les préparatifs, se précipita dans la salle en criant : « Couchez-vous, ils vont tirer ! ».

Oh ! ces braves gendarmes. Ce sont eux, partout, ce furent eux, de tous temps, les vainqueurs du 1^{er} Mai !...

Pendant que la nature se pare de ses plus brillants joyaux pour fêter la vie, ils fourbissent leurs instruments de mort. Ces misérables que la nature a dû doter d'entrailles inhumaines, se vendent pour accomplir où et quand on l'ordonne, le meurtre et la violence. Le printemps, pour eux, que la faimantise chassa de leur village, ne peut avoir ni charme, ni signification. Le destin les lie à la destruction et à la mort. Sabres, fusils, revolvers n'étaient pas suffisants pour leurs abominables carnages ; ils réclamaient des engins plus expéditifs et plus meurtriers. Le gouvernement d'union sacrée les leur a donnés, afin que, par les jours de Premier Mai, les belles fleurs de l'espérance puissent toujours se maculer du sang des travailleurs.

« Le Creuset », 3^e année, n° 4-5, mai 1927.

Le crime du juge Thayer

L'AFFAIRE SACCO - VANZETTI

La Cour Suprême du Massachusetts, en rejetant une nouvelle fois la demande en cassation du jugement condamnant Sacco et Vanzetti à la peine de mort, à charge d'un crime dont ils sont innocents, vient de déchaîner un mouvement de solidarité tel que les bourreaux, si bien abrités qu'ils soient derrière les coffres-forts du capitalisme américain, n'oseront accomplir leur crime. Sacco et Vanzetti n'appartiennent plus à la justice du Massachusetts, mais à la justice universelle, ayant à leur côté la classe ouvrière du monde entier pour les arracher aux machinations d'une magistrature haineuse et védale.

Pas d'erreur judiciaire : crime judiciaire !

Je dis : d'une magistrature haineuse, car le verdict de culpabilité du 14 juillet 1921 ne constitue pas une erreur judiciaire. Sacco et Vanzetti ne sont pas les victimes de la fatalité. La bonne foi des jurés, des juges instructeurs et de la police n'a pas été surprise par des coïncidences malheureuses. La condamnation de Sacco et de Vanzetti est un crime politique exécuté et dirigé par le juge Thayer. Celui-ci était convaincu, dès les premières heures de l'instruction, de l'innocence absolue des deux prévenus ; de l'impossibilité de leur culpabilité. Il a forgé de toutes pièces les preuves pour étayer l'accusation.

Et, il convient, pour la bonne compréhension des événements, de restituer les événements dans leur cadre et à leur époque. Il serait, en effet, absurde de supposer que, sans aucune « raison », tout l'appareil judiciaire du Comté de Norfolk — un des plus réactionnaires des Etats-Unis — se soit acharné sur deux pauvres innocents, et plutôt sur ceux-ci que sur d'autres.

La guerre des classes.

En 1916, commença aux Etats-Unis, une violente campagne de propagande pour l'intervention des Etats-Unis dans la guerre européenne. Les causes, comme toujours, sont à rechercher dans l'intérêt que pouvait représenter cette intervention pour le capitalisme américain. Cet intérêt était très évident. Il fallait surtout ne pas laisser compromettre les créances formidables, suite aux fournitures de guerre des nations alliées. Il fallait aussi écouler les stocks énormes qui, en cas de non-utilisation, eussent empoisonné pour longtemps l'industrie et le commerce américains. A cette campagne interventionniste répondit bientôt une non moins ardente campagne pacifiste, menée par les partis avancés, communément appelés « the Reds » (les Rouges).

La répression du mouvement pacifiste.

Le Gouvernement usa d'une férocité inouïe pour réprimer la campagne contre la guerre. Tous les journaux avancés furent interdits, les rédacteurs condamnés à la déportation. Des révolutionnaires, connus du monde entier, comme Borthman et Emma Goldman furent condamnés au bagne. Le grand leader socialiste, Eugène Debs, fut condamné au bannissement. La liberté de parole fut supprimée. Tous ceux qui conservaient quelque indépendance d'esprit durent se taire, se cacher ou fuir. Dans cette panique générale, un journal italien continuait courageusement son travail d'opposition contre la réaction, c'était la « Cronaca Sowersiva ». Malheureusement, en 1918, la police parvint à dénicher l'atelier clandestin où des compagnons imprimaient cette feuille. Tout fut saccagé et emporté ; les collaborateurs arrêtés et proposés à la déportation politique.

Dès lors, la pensée ne pouvant se manifester, la violence devait fatalement essayer de briser le cercle de fer et forcer une issue. L'ère des attentats à la dynamite de toutes sortes s'ouvrit. Lorsque la liberté de parole et de la presse est supprimée, il est logique que la violence serve à exprimer la protestation des consciences opprimées. Ces attentats étaient d'autant plus dangereux pour la bourgeoisie américaine que ceux-ci semblaient s'exercer d'une façon concertée. C'est ainsi, qu'un même jour, le 2 juin 1919, 12 attentats se commirent dans huit Etats différents.

Dès lors, toute la presse bourgeoise sonna l'hallali contre les anarchistes et les communistes. La police, impuissante à découvrir les auteurs des attentats, est attaquée, ses directeurs sont taxés d'incapacité et menacés de destitution. Les journaux

mènent une telle campagne de pression sur les pouvoirs publics que le Congrès vote une subvention d'un demi-million de dollars pour une campagne contre les extrémistes (the radicals) et les anarchistes. La conséquence fut une répression de plus en plus féroce contre tous les révolutionnaires.

Au cours de l'un des attentats du 2 juin 1919, un homme avait été tué. On n'était pourtant pas parvenu à l'identifier, ses blessures l'ayant rendu méconnaissable. La police croyait cependant pouvoir affirmer que la victime était l'auteur de l'attentat. Quelques papiers et les besoins de la cause aidant, on mit un nom sur ce cadavre : Valdinoci, ancien collaborateur de Galleani, à la « Cronaca Sowersiva ». Collaborateur de la « Cronaca » !... Ceci devait permettre à la police de frapper l'équipe de braves qui n'avaient pas désarmé devant la terreur réactionnaire. Et c'est ainsi que de nouvelles arrestations s'opèrent dans les milieux révolutionnaires italiens et surtout parmi les collaborateurs, même occasionnels, du journal. Robert Elic, ancien administrateur de la « Cronaca », Andrea Salsedo, ami d'enfance de Galleani, furent arrêtés, sur la simple présomption d'être révolutionnaires et enfermés pendant deux mois dans les cellules secrètes de la brigade de police politique à New York. Et, une nuit, Salsedo fut jeté par une fenêtre du quatorzième étage !... L'homme avait probablement été torturé en vain et on avait supprimé l'ennemi contre lequel on ne pouvait agir légalement. Son compagnon Elic fut renvoyé en Italie.

Revenons à Sacco et Vanzetti.

Et maintenant, amis lecteurs, que vous vous trouvez, en quelque sorte, dans l'ambiance, dans l'atmosphère américaine du début de 1920, je vais pouvoir vous situer l'affaire Sacco-Vanzetti, et vous comprendrez pourquoi la police américaine et le juge Thayer, au service de la réaction capitaliste, s'acharnèrent sur ces deux travailleurs, compatriotes et amis des persécutés de la « Cronaca » et, eux-mêmes, militants infatigables.

Le crime de South Braintree.

Le 15 avril 1920, vers 3 heures de l'après-midi, Parmenter, caissier, et Bernardeli, son garde-corps, furent assaillis à coups de revolver et tués, alors qu'ils transportaient deux boîtes contenant 15.776 dollars destinés au payement des salaires de la fabrique de chaussures Slater and Morill. Au moment où se commettait cette attaque, une auto, contenant d'autres hommes passa près des lieux. Les assassins y jetèrent les boîtes et sau-

lèrent dans la voiture, qui s'éloigna à toute vitesse. Deux jours plus tard, cette auto était retrouvée dans un bois à quelque distance de South Braintree.

A cette époque, la police indagait au sujet de plusieurs autres attentats, qui s'étaient commis dans des circonstances analogues. Dans les autres cas, il y avait une bande, comme il y avait une automobile et, chaque fois, les rares témoins oculaires croyaient pouvoir assurer que c'étaient des Italiens. A Bridgewater, notamment, un attentat identique avait eu lieu et on avait pu établir que la voiture avait pris la direction de Cochesett. Lorsqu'eut lieu l'affaire de Braintree, le chef de la police de Bridgewater, Stewart, établit une « filature » autour d'un Italien possédant ou conduisant une auto à Cochesett. Il découvrit l'homme et apprit que la voiture en question se trouvait dans un garage pour réparation. Ordre fut donné au garagiste d'avertir immédiatement la police au cas où quelqu'un se présenterait pour chercher l'auto. Poursuivant son plan, le chef de police trouva que Boda, le propriétaire de la voiture, avait comme ami un anarchiste militant nommé Coacci. Et il se faisait que le lendemain du crime de Braintree, ce fonctionnaire s'était présenté chez Coacci, celui-ci n'ayant pas répondu à une convocation concernant sa déportation politique — n'oubliez pas que nous sommes en pleine répression contre les révolutionnaires — et l'avait trouvé très affairé à préparer ses malles. Il n'avait tout d'abord établi aucun rapport entre Coacci et l'affaire de Braintree, mais lorsqu'il sut que les traces d'une petite voiture avaient été relevées dans le bois autour de la voiture du crime, le policier Stewart conclut que Coacci et Boda devaient être de la bande coupable et il donna des instructions en ce sens. Or, dans la soirée du 5 mai, Boda et trois autres Italiens se présentèrent au garage pour avoir l'automobile.

Quelques explications.

Durant la campagne de déportation des « Reds » (les Rouges), au printemps de 1920, l'anarchiste Salsedo avait été arrêté et gardé au secret pendant deux mois à la Sûreté politique de New York. Salsedo était un ami de Boda et de ses compagnons. Or, le 4 mai — nous sommes le 5 mai au soir — ces derniers venaient d'apprendre le sort tragique de Salsedo, jeté d'une fenêtre d'un quatorzième étage de la Sûreté — peut-être après avoir été tué par les policiers. Effrayés par la répression féroce de la police, surtout à l'égard des Italiens, Boda et ses compagnons — parmi lesquels se trouvaient Sacco et Vanzetti — résolurent de mettre en lieu sûr leurs

publications de propagande révolutionnaire et tous documents politiques compromettants et de prévenir les compagnons contre la fureur policière. Une automobile était indispensable pour cela et c'était la raison pour laquelle ils allèrent chercher la voiture de Boda au garage. Celle-ci, d'ailleurs, n'était pas réparée. Le garagiste cependant alerta la police. Sacco et Vanzetti furent arrêtés, Boda s'échappa et, le quatrième, Orcinani, fut arrêté le lendemain.

Stewart, le chef de la police, chercha immédiatement à appliquer à ses hommes ses théories au sujet des affaires de Bridgewater et de South Braintree. Pourtant, Orcinani dut être relâché de suite, ayant travaillé les jours où les crimes avaient été commis. Pour Sacco, de même, l'affaire de Bridgewater ne pouvait se maintenir, par contre, le 15 avril, jour de l'attaque de South Braintree, il avait chômé et, sur cette seule coïncidence, il fut chargé de ce crime. Vanzetti se trouvait dans une situation plus pénible encore. Pourchassé de fabrique en fabrique, comme militant syndicaliste, il avait été réduit à faire du colportage de poisson, ce qui lui laissait son indépendance. Il exerçait son commerce à Plymouth, où il était très connu de sa clientèle italienne. Mais il est difficile d'établir, dans de telles conditions, un alibi. Ne pouvant le faire, il fut inculpé des deux attentats. Il est à remarquer cependant que dans les hautes sphères policières on ne voulut pas suivre le policier Stewart dans ses hypothèses. On y considérait plutôt que tous ces attentats étaient le fait d'une bande de professionnels et non d'ouvriers révolutionnaires.

Néanmoins, Sacco et Vanzetti furent définitivement mis en accusation en septembre 1920 et mis en jugement le 21 mai 1921, à Dedham, dans le comté de Norfolk. J'ai dit précédemment que le Norfolk est une des contrées les plus réactionnaires des Etats-Unis. La ville de Dedham est, en quelque sorte, un lieu de villégiature pour les riches Bostoniens ; pour le surplus, elle est habitée par des petits propriétaires fonciers. Dans une telle ambiance, l'activité révolutionnaire des deux prévenus devait leur être terriblement préjudiciable. En outre, le jury avait été soigneusement trié sur le volet. Le juge-président, Webster Thayer, était connu « for his hate of radicals », pour sa haine des extrémistes. L'avocat des deux Italiens, Fred Moore, était un étranger à la contrée, connu comme « radical » et défenseur attitré des extrémistes. Ajoutez à cela que Sacco et Vanzetti parlaient difficilement l'anglais, à tel point qu'un interprète fut nécessaire. Cet interprète officiel était tellement partial que la défense fut obligé d'amener son propre interprète pour

éviter toute surprise. Le procès dura sept semaines et, le 14 juillet 1921, le jury rapporta un verdict de culpabilité d'assassinat contre les deux prévenus.

Comment l'accusation forgea ses armes.

Il conviendrait pour la parfaite compréhension de ce drame odieux, de suivre pas à pas l'instruction et le procès. Toute les pièces en ayant été forgées, toutes ont leur importance et toutes méritent d'être mises en pleine lumière pour confondre les misérables. Mais je ne puis, malheureusement, abuser des colonnes de cette revue — toujours pourtant à la disposition d'une juste cause — ; il faudrait d'ailleurs une forte brochure pour y condenser l'essentiel. Je me bornerai à infirmer les pièces principales, fondamentales, de l'accusation.

Le crime est patent, il n'est pas en discussion. C'est l'identité des assassins qui est à déterminer. Sacco et Vanzetti étaient-ils parmi ceux-ci ? Pour l'établir, le juge Thayer se base sur :

En premier lieu, que leur contenance, au moment de leur arrestation, prouvait chez eux le « trouble d'une conscience coupable » (consciousness of guilt) ;

2) que des témoins oculaires prétendent reconnaître Sacco comme celui qui fit feu sur les victimes pendant que Vanzetti était dans la voiture avec d'autres hommes ;

3) qu'une balle extraite du corps d'une des victimes aurait été identifiée comme tirée par le revolver de Sacco.

L'accusation fit citer 95 témoins ; la défense, 99.

Voyons ces témoins et leurs témoignages.

Tout d'abord, l'acte d'accusation insiste particulièrement sur le fait que les inculpés, au moment de leur arrestation, laissent percevoir le « trouble d'une conscience coupable », (Consciousness of guilt). Chacun conviendra qu'il s'agit là, tout d'abord, d'un élément d'appréciation. Qu'est-ce que la « consciousness of guilt » ?

Mais invoquer les craintes manifestées par ces deux hommes, qui sont des révolutionnaires connus, désignés aux représailles policières au moment où on traque les militants comme du gibier à exterminer ; au moment où ils viennent d'apprendre la fin tragique de leur ami et compatriote Salsedo, c'est là un singulier élément d'accusation. Parce qu'au moment de leur arrestation, ils croyaient être arrêtés au même titre que tous les autres militants révolutionnaires de cette époque, et leurs appréhensions étaient absolument justifiées, surtout pour Sacco qui avait charge de famille.

Cinq témoins reconnaissent Sacco pour l'avoir vu dans la voiture ou sur le lieu du crime. Ce sont : Mary Splaine, Frances Devlin, Lola Andrews, Louis Pelzer et Carlos E. Goodridge.

a) Mary Splaine et Devlin travaillaient ensemble au second étage de l'usine Slater au moment de l'attaque. Toutes deux entendirent la fusillade, elles se précipitèrent vers la fenêtre et virent une automobile traversant la chaussée en vitesse.

Le témoignage de Splaine fut surtout retenu. La scène se passait à environ 30 à 35 mètres de distance. Elle vit un homme qu'elle n'avait jamais vu auparavant assis parmi d'autres dans une voiture roulant à 15 à 18 miles à l'heure ; et cela pendant moins de dix mètres, dans l'espace de 2 à 3 secondes. Malgré cela, un an plus tard, elle apporte de tels détails signalétiques qu'ils ne pourraient se retenir à pareille distance, même si on avait examiné le sujet à loisir, même si on le connaissait de longue date.

Mais, cela s'explique. Contrairement à tous les usages, la police, peu après l'arrestation de Sacco et Vanzetti, mit Splaine en présence de Sacco seul, en le désignant comme le coupable. Et pourtant elle déclara :

« Question : — Vous ne vous sentez pas suffisamment convaincue dans votre position pour affirmer que c'est cet homme ? »

Réponse : — Je ne pense pas que ma position me permette de dire que c'est cet homme. »

Pourtant, un an plus tard, elle pourra jusqu'à préciser la coiffure, voire la longueur des cheveux de Sacco.

Le Dr Morton Prince, professeur de psychologie dynamique à l'Université de Harvard, déclare formellement qu'il est humainement impossible de conserver une vision aussi nette d'une image vue dans de telles conditions.

b) Devlin, un mois après le crime, déclare : « Il (Sacco) ressemble beaucoup à l'homme tirant du siège arrière de la voiture ».

« Question : — Dites-vous positivement que c'est cet homme ? »

« Réponse : — Je ne le dis pas positivement. »

Cependant, un an après, au procès, elle est absolument affirmative.

Deux autres témoins, d'une fenêtre juste au-dessus de celle de Splaine et Devlin, prétendent qu'il était impossible de faire aucune identification.

c) Pelzer, coupeur de chaussures, jura qu'au moment où il entendit des coups de revolvers, il se précipita vers la fenêtre

et qu'il vit le meurtrier de Berardelli. Il déclara ne pouvoir affirmer que Sacco était l'homme, mais « l'image morte » du meurtrier. Il n'avait jamais vu Sacco, mais on lui avait montré des photos de lui.

Le témoin dut cependant avouer qu'immédiatement après l'arrestation de Sacco il avait été incapable de faire aucune identification. Ce qui fut, d'ailleurs, confirmé par trois de ses compagnons de travail, dont deux affirmèrent que Pelzer, au lieu de se précipiter vers la fenêtre, s'était caché sous son établi ; le troisième ajouta : « Je lui ai entendu dire qu'il n'avait rien vu du tout ».

d) Lola Andrews, femme de mœurs légères, en difficulté avec la police au moment où on sollicita d'elle un témoignage. Elle prétend également reconnaître Sacco pour l'avoir rencontré à South Braintree le jour du drame. Ce témoignage, en lui-même confus et contradictoire, est démenti par quatre témoins, auxquels Lola Andrews a déclaré notamment, après la confrontation avec Sacco : « Qu'avez-vous été faire à la prison ? » — « Le Gouvernement m'obligea à y aller et à reconnaître ces hommes et je ne connais rien les concernant. Je ne les ai jamais vus et ne peux les connaître ».

e) Carlos E. Goodridge (qui après le procès fut découvert comme un criminel fugitif d'un autre Etat et qui a témoigné sous un faux nom) déclara qu'au moment du drame il se trouvait dans un bureau. Ayant entendu des coups de feu, il sortit juste au moment où une auto passait devant la maison. Un homme braqua son revolver sur lui : cet homme, il déclara le reconnaître en Sacco. Il est à son tour, démenti par quatre témoins, dont son patron. Seulement, le témoin, comme récompense, obtint un non-lieu pour une affaire de vol.

Pour ce qui concerne Vanzetti, l'accusation ne produisit que deux témoins, prétendant l'avoir vu à Braintree le jour du drame. Témoignages contradictoires et aussi fragiles que les précédents.

Je le répète, je regrette de ne pouvoir étaler dans ses détails cette misérable affaire où la partialité s'étale à chaque affirmation de l'accusation.

Or, que faisaient Sacco et Vanzetti le jour du drame ?

Je vous ai dit que le premier s'était absenté ce jour-là. Sacco, heureusement, avait un alibi inattaquable : le 15 avril 1920, il avait été à l'ambassade d'Italie, à Boston, pour un passeport. Un attaché de l'ambassade témoigna personnellement qu'effectivement Sacco était à l'ambassade à une heure

où il lui était impossible d'avoir participé à l'affaire de South Braintree. Quant à Vanzetti, treize témoins de ses clients habituels, affirmèrent sous serment, avec des détails circonstanciés, que ce jour-là ils avaient acheté du poisson à Vanzetti, à Plymouth, et 33 témoins du drame affirmèrent formellement qu'il ne se trouvait pas parmi les assaillants.

Sentant que de telles preuves ne pouvaient, à elles seules, sérieusement justifier une condamnation capitale, et qu'il faut, sinon rendre justice, mais faire croire au monde que justice est rendue, l'accusation déforma scandalement l'expertise de Mr Proctor, ancien chef de la Police d'Etat et chef des services d'identification.

Au moment de leur arrestation, Sacco et Vanzetti avait été trouvés porteurs de revolvers. Aucune des balles trouvées sur le lieu de l'attentat ne correspondait au calibre du revolver de Vanzetti. Par contre, une balle extraite du corps de Berardelli « pouvait avoir été tirée » avec le colt de Sacco. Je ne m'attarderai pas sur les raisons pour lesquelles Sacco et Vanzetti étaient armés. Nous sommes en Amérique, à une époque plus que troublée pour les révolutionnaires dont la vie est sans cesse menacée.

Le juge Thayer devait exploiter — combien traîtreusement — cette coïncidence entre la balle criminelle et le calibre du revolver de Sacco. Il voulut, au cours de l'instruction, arracher de l'expert Proctor l'affirmation que cette balle avait été tirée par ce revolver, mais l'expert, non seulement s'y refusa, mais prévint Thayer qu'au contraire, sauf le calibre, rien ne permettait de l'affirmer.

Ici, deux mots d'explication.

Les experts ont certains indices qui leur permettent de déterminer l'identité d'une balle. Les rayures de la balle et la trace de percussion de la douille sont toujours spéciales à une arme donnée — même de la même marque. Or, aucune identification de la balle fatale avec l'arme de Sacco ne fut possible. Les rayures de la balle et la trace de percussion sur la douille, photographiquement agrandies des centaines de fois et confrontées avec celles de plus de cent balles tirées avec le revolver de Sacco, ne présentèrent aucune similitude. Devant cette évidence, Proctor ne pouvait apporter qu'une affirmation qui était « que la balle pouvait avoir été tirée avec une arme semblable à celle de Sacco ». Mais il prévint Thayer qu'il ne pourrait rien dire de plus.

Ils convinrent alors de la façon dont la question serait posée devant le jury, de manière à permettre une réponse ambiguë,

que le juge Thayer déformerait aisément pour en faire une preuve capitale.

Et c'est ce qui fut fait. Mais avec tellement de cynisme qu'après la condamnation, lors de l'enquête pour la cassation du jugement, l'expert Proctor devra positivement démentir le juge Thayer.

Ici, s'arrêtèrent les charges.

Elles sont, on le voit, plus que fragiles.

Qu'avaient pour leur défense les accusés ?

Ces hommes n'avaient jamais subi la moindre condamnation. Ils travaillaient au moment de leur arrestation. Ils étaient étroitement mêlé au mouvement révolutionnaire. Ils vivaient donc sous la surveillance toujours active de la police politique. Sacco avait un bébé et sa femme était à nouveau sur le point d'être mère. Après comme avant l'affaire de Braintree, rien ne changea dans leur manière de vivre. Ils ne firent aucune dépense suspecte. Ils continuèrent leur action militante. Au début du mois de mai, Vanzetti fut appelé à New York auprès des dirigeants du mouvement révolutionnaire, où il reçut des instructions pour mettre à l'abri des saisies tous les documents des groupes et tous les imprimés de propagande dans sa région. Au moment de son arrestation, Vanzetti était porteur de tracts pour un meeting où il devait prendre la parole sous son nom en faveur de Salsedo et de Elic. Ni lui, ni son compagnon ne furent trouvés porteurs de sommes d'argent.

Je voudrais pouvoir reproduire les déclarations courageuses de chacun d'eux, tant au cours de l'instruction que du procès, au sujet de leurs conceptions philosophiques aussi bien que de leur activité révolutionnaire. Leur innocence du crime de Braintree était tellement évidente, que leur condamnation déchaîna aux Etats-Unis d'abord, à travers le monde entier ensuite, une campagne comme n'en suscita jamais aucune cause célèbre.

Puis, survint un événement capital. Jusque fin de l'année 1925, si la défense pouvait détruire devant les consciences impartiales les machinations de l'accusation, elle ne pouvait, malgré toutes ses recherches et enquêtes, solutionner la question : « Si Sacco et Vanzetti sont innocents, quels sont les coupables ? ».

Coup de théâtre.

Un des coupables : Celestino F. Madeiros se dénonce.

Celestino S. Madeiros, un jeune Portugais, avec un détestable casier judiciaire, était détenu en 1925, dans la même

prison que Sacco. Le 18 novembre, alors qu'il était en appel contre une mise en accusation devant la Cour Suprême pour tentative de meurtre au cours de l'attaque d'une banque. Il fit parvenir à Sacco le message suivant :

« J'avoue être dans le crime de la fabrique de chaussures de South Braintree, Sacco et Vanzetti n'étaient pas dans ce crime.

Celestino F. Madeiros. »

Ces sortes d'aveux, de la part d'un malfaiteur déjà poursuivi, sont toujours suspects. Aussi, la défense n'attachait-elle tout d'abord qu'une importance relative à cette confession. En effet, celle-ci contenait un aveu, mais aucune preuve. Et il n'était que trop clair que les assassins de Sacco et Vanzetti ne s'en contenteraient pas pour lâcher leurs victimes. La défense commença donc une enquête très serrée. On apprit que Madeiros avait déjà à plusieurs reprises tenté de faire savoir à Sacco qu'il connaissait les auteurs de l'affaire de South Braintree mais Sacco, croyant avoir affaire à un « mouton », n'avait pas ajouté d'importance à ces déclarations. Une entrevue, cependant, avec Madeiros, révéla de tels détails circonstanciels que la défense et l'accusation — celle-ci à son corps défendant — demandèrent que Madeiros fut entendu par la juridiction d'appel. Madeiros fit une déposition extrêmement importante, d'une centaine de pages, dont les détails correspondaient d'une façon troublante avec nombre de récits de témoins. Mais il se refusait à désigner ses complices.

Entretemps, un avocat de Boston, Mr Tompson, très connu, avait pris en main la défense de nos deux camarades. Celui-ci connaissant bien la contrée et sa population douteuse, parvint à contrôler le récit de Madeiros et même à découvrir certains des complices de celui-ci et cela avec une précision de plus en plus grande, chaque détail venant faciliter la découverte d'autres détails. J'ai sous les yeux les résultats de cette enquête, ainsi que le récit de Madeiros. Le doute est absolument impossible. Pourtant, on le sait, la Cour Suprême vient, il y a deux mois, de rejeter la dernière demande en cassation du jugement et de fixer le jour de l'exécution de Sacco et de Vanzetti, dans le courant de la semaine commençant le 10 juillet 1927.

Parce que l'innocence de Sacco et Vanzetti, c'est la condamnation de la police américaine — car la Sûreté d'Etat a collaboré à forger l'accusation — et des juges Thayer et Katzmann. C'est la démonstration de la collusion entre la finance — un banquier de Boston a avoué que les financiers avaient payé

la campagne de presse contre les révolutionnaires — et la justice américaine. L'innocence de Sacco et Vanzetti, c'est la mise en accusation de toute le régime qui tire son existence dans le crime et la félonie.

Mais le prolétariat du monde entier s'est dressé avec une volonté telle que, pour la première fois, peut-être, le capitalisme américain qui asservit toutes les nations, sera obligé de céder et d'avouer ses procédés odieux.

En Belgique, comme ailleurs, les travailleurs comprendront que leurs camarades Sacco et Vanzetti ne sont plus seulement deux honnêtes militants faussement condamnés, mais le symbole du prolétariat tout entier en proie aux puissances néfastes d'une classe ennemie.

Sacco et Vanzetti doivent être libérés et réhabilités. Nous devons rendre responsables de leurs vies le gouvernement américain et, à son défaut, ceux qui le représentent chez nous. Nous ne devons pas tolérer ici des ambassadeurs couvrant les assassins des nôtres et s'en faisant ainsi les complices.

Travailleurs ; tous les moments sont comptés, sans trêve, ni repos, vous exigerez qu'on rende Sacco à sa femme et à ses enfants et qu'on rende à la cause prolétarienne deux de ses infatigables lutteurs.

Contre la justice de classe.

Contre le capitalisme américain.

Pour Sacco et Vanzetti jusqu'au bout !

ILS ONT ASSASSINE SACCO ET VANZETTI

Bruxelles, le 23 août 1927.

L'irréparable est accompli.

Ce matin, derrière les murs épais de la prison de Charlestown, protégés par les fusils, les mitrailleuses, les gaz lacrimogènes d'une police super-civilisée, face au monde comme en un monstrueux défi, les juges du Massachusetts ont assassiné nos deux frères, nos deux martyrs magnifiques.

Jusqu'au coup de téléphone nous annonçant l'accomplissement du forfait, nous ne pouvions nous résoudre à envisager l'éventualité fatale. Il nous semblait que l'horreur a des limites au-delà desquelles la bestialité humaine ne peut s'aventurer. L'exécution de Sacco et Vanzetti par une conjonction de circonstances considérables, devait à notre sens dépasser la plus téméraire audace, la plus impavide des volontés... L'impossible est possible... Les Etats-Unis d'Amérique viennent d'ouvrir une page nouvelle dans le livre des monstruosité judiciaires.

Les barbares Tsankoff, Liapcheff, tyranneaux balkaniques; Mussolini, mégalomane sanglant, pâlisent soudain devant les maîtres yankees. Webster Thayer et Katzmann, les juges faussaires; Fuller, ce briseur de grève devenu chef d'Etat et tous les « gentlemen », depuis la pieuvre Borah jusqu'à Judas-Coolidge, ont montré — et comment — qu'ils étaient capables de faire beaucoup mieux, tout en prolongeant leur sadisme criminel durant 7 fois 365 jours!

Il nous semble que depuis ce matin, il y a quelque chose de changé. Ce crime légal, contre lequel l'univers entier s'était dressé dans un élan merveilleux, semble avoir brisé un lien au fond de notre conscience. Tout ce qui pouvait nous rattacher encore au respect de la chose légale, jugée, consacrée par des pouvoirs, que ne doivent troubler les passions politiques, semble s'être évanoui devant ce drame atroce perpétré dans le cadre rigide des lois et des juridictions établies.

Malheur à ceux qui sont restés sourds aux objurgations du monde! Malheur à eux; malheur à leurs complices; malheur à tous ceux qui, pouvant aider à sauver les deux martyrs, ont détourné la tête! Malheur à tous ceux dont la conscience ne s'est pas soulevée devant le crime! Ils portent tous devant l'humanité une responsabilité formidable. Car maintenant, qu'excitée par l'impitoyable obstination des bourreaux, la haine s'est déchaînée, une ère nouvelle vient de s'ouvrir. Des millions d'hommes, éparpillés sur l'univers, savent désormais qu'il n'est d'autre recours que la force; que la justice est un vain mot; que la légalité n'offre aucune garantie; que la vindicte de classe est la seule loi. Elle sera désormais la loi, pour le maître comme pour l'esclave. Le sang coulera. D'autres innocents succomberont dans cette lutte. Mais, chaque fois que la haine frappera de sa main sanglante, nous nous tournerons vers cette terre d'Amérique, et nos lèvres murmureront des noms: « Thayer! Katzmann! Fuller! C'est vous qui l'avez voulu! »

« Le Crouset », 3^e année, n° 9, septembre 1927.

L'INNOCENCE DE SACCO ET VANZETTI

Quelques documents

Dans notre numéro du 1^{er} juin, nous avons largement esquissé le drame épouvantable dans lequel les juges américains devaient précipiter deux défenseurs de la classe ouvrière : Sacco et Vanzetti. Tant que nos deux martyrs furent en vie, la presse — la grande presse — n'osait mettre en doute l'innocence des deux accusés. C'est que, tant que la révision fut possible, il ne fallait pas miser à faux. Mais, dès le lendemain de l'exécution, des communiqués d'origine officielle paraissaient dans la presse, tendant à jeter la confusion dans les esprits.

Nous ne nous attarderons pas un seul instant à supputer ce que les fonds secrets des ambassades américaines peuvent payer la ligne pour ces insertions, mais nous ne permettrons pas qu'on salisse Sacco et Vanzetti après qu'on les a assassinés, et nous ne permettrons pas davantage à ce qu'on atténue la portée de ce crime, en essayant de le justifier par des considérations juridiques.

La répression des « rouges ».

Nous avons déclaré que Sacco et Vanzetti furent les victimes de la « campagne de répression des rouges » qui sévissait jusqu'à l'hystérie en Amérique au moment de leur arrestation.

Voici ce qu'écrivait, à ce propos, la revue américaine « L'Atlantic Monthly », au mois de mars de cette année :

« Boston était à ce moment le pire centre d'illégalité et d'hystérie qui caractérisait la campagne du Département de la Justice pour l'arrestation et la déportation des « rouges ». La proximité des communautés industrielles avec beaucoup de main-d'œuvre étrangère et un passé de conflits industriels se prêtait à l'activité illégale des autorités officielles en ce qui concernait la formation de l'opinion publique.

» M. John Moors, un banquier, a attiré l'attention sur le fait que l'hystérie contre les « rouges » était si grande au moment où ces hommes (Sacco et Vanzetti) furent jugés, que même les plus gros banquiers de Boston furent entraînés si loin jusqu'à payer des pages entières de publicité contre les « rouges ». Sacco et Vanzetti étaient des rouges notoires. Ils étaient sur la liste des suspects du Département de la Justice et ils étaient tout spécialement odieux parce qu'ils avaient combattu la guerre. »

(« Atlantic Monthly », mars 1927.)

Les mobiles politiques.

Au moment de leur arrestation, Sacco et Vanzetti était en pleine campagne de propagande. Comme preuve, voici le tract trouvé sur Sacco qui était chargé de l'organisation d'un meeting à Brockton :

« Camarades et travailleurs,

» Vous vous êtes battus et vous avez gagné les guerres. Vous avez travaillé pour tous vos maîtres. Avez-vous récolté le fruit de vos victoires ? Que vous a apporté le passé ? Etes-vous satisfaits de vos victoires ? Etes-vous satisfaits du présent, le futur vous sourit-il et est-il riche de promesses ? Avez-vous trouvé un lambeau de terre sur lequel vous pouvez vivre humainement ?

» Dimanche, Bartholomew Vanzetti étudiera ces questions dans une conférence qu'il fera à Brockton, sur ce sujet : « La lutte pour la vie ».

» L'entrée sera gratuite et la liberté de parole sera assurée à chacun. »

Ce tract, rédigé par Vanzetti et distribué pour ainsi dire sur les lieux de l'attentat dont on veut les rendre coupables, suffirait à faire considérer cette accusation comme une gageure, ou bien il faudrait considérer Sacco et Vanzetti comme fous pour venir s'exposer de la sorte.

Mais, voici l'interrogatoire que fit subir le chef de la police Stewart à Vanzetti au moment de son arrestation :

— Racontez-nous tout ce dont vous vous souvenez de ce que vous demanda Stewart ?

— Il demanda pourquoi nous étions à Bridgewater, depuis combien de temps je connaissais Sacco, si j'étais un radical, un anarchiste ou un communiste et si j'avais foi dans le gouvernement des Etats-Unis ?

— Est-ce que le chef Stewart, à la station de police de

Brockton, ou Katzmann vous prévinrent que vous étiez accusé de meurtre ?

— Non.

— Y a-t-il une question quelconque ou vous fut-il fait communication quelconque de nature à vous indiquer que vous étiez chargé de ce crime du 15 avril ?

— Non.

— Qu'avez-vous supposé, étant donné les questions qui vous étaient posées ? Pourquoi supposiez-vous être maintenu au poste de police de Brockton ?

— Je compris qu'on m'arrêterait pour une question politique...

— Pourquoi supposiez-vous que vous alliez être arrêté pour vos opinions politiques ?

— Parce qu'on me demanda si j'étais socialiste, j'ai répondu oui...

— Vous le supposiez à cause des questions qui vous étaient posées ?

— Parce qu'il me fut demandé si j'étais socialiste, communiste, radical ou membre de la « Main Noire ».

Il n'était pas question du crime de South Braintree, mais bien des menées révolutionnaires des deux militants.

Pour mieux démontrer les mobiles politiques de cet épouvantable procès, voici un extrait du procès-verbal d'audience de la contre-instruction, peu avant le procès :

— Ainsi vous quittez Plymouth, M. Vanzetti, en mai 1917, pour éviter la mobilisation ?

— Oui, Monsieur...

— Lorsque ce pays était en guerre, vous vous saviez ! De cette façon vous n'aviez pas à vous battre comme soldat ?

— Oui.

— Avez-vous déclaré, M. Sacco, que vous aimiez un pays libre ?

— Oui, Monsieur...

— Est-ce que vous aimiez ce pays au mois de mai 1917 ?

— Je n'ai pas dit et je ne veux pas dire que je n'aime pas ce pays.

— Est-ce que vous avez été au Mexique pour éviter d'être soldat pour ce pays que vous aimiez ?

— Oui.

— Serait-ce votre intention de prouver votre amour pour votre femme de la fuir lorsqu'elle a besoin de vous ?

— Je n'ai pas fui ma femme.

— Ne pensez-vous pas que quitter votre pays lorsqu'il a besoin de vous est une action vulgaire ?

— Je ne désire pas la guerre.

— Vous ne désirez pas la guerre ?

— Non, Monsieur.

— Croyez-vous que c'est une lâcheté de faire ce que vous avez fait ?

— Non, Monsieur.

— Croyez-vous que ce fut une chose courageuse ?

— Oui, Monsieur.

— Que vouliez-vous dire, hier, quand vous déclariez que vous aimiez un pays libre ?

— ... lorsque je travaillais ici péniblement pendant treize ans, je n'étais guère en mesure d'assurer ma famille selon que je me l'étais imaginé. Je ne pouvais mettre le moindre argent de côté, je ne pouvais pas pousser mon garçon dans les écoles et autres choses. J'ai propagé les idées que j'avais là-dessus auprès des hommes vivant à mes côtés. Je vis qu'ici tout cela était impossible. J'ai pu voir les meilleurs hommes, les plus intelligents du pays, les plus éduqués arrêtés et envoyés en prison pour des années et des années, qu'ils y moururent. Et Debs, l'un des grands hommes de ce pays, est en prison, au loin, parce qu'il est socialiste. Il voulait que la classe ouvrière eut de meilleures conditions, une meilleure vie, plus d'éducation de façon que l'avenir soit meilleur aux nouvelles générations. Mais ils l'ont mis en prison. Pourquoi ? Parce que la classe capitaliste veut que la classe ouvrière soit toujours dans la misère, insuffisamment nourrie et qu'elle ne puisse pas relever la tête.

... Moi, je désire que l'homme mange comme un homme... Et voilà pourquoi j'aime les peuples qui travaillent, qui construisent et qui voient chaque jour se lever des meilleures conditions, mais qui ne veulent plus de guerre. Nous ne voulons plus nous battre avec des fusils, nous ne voulons pas massacrer la jeunesse. La mère a souffert pour faire ce jeune homme et un jour vient qui nécessite un peu plus de pain et quand la mère obtient un peu plus de profit de son garçon, les Rockefeller, les Morgan et certains de la classe dirigeante l'envoient à la guerre. Pourquoi ? Qu'est-ce que la guerre ?... C'est celle pour les millionnaires. Pas la guerre pour la civilisation humaine, mais la guerre pour les affaires, pour les millions de dollars qui en dépendent. Quel droit avons-nous à nous entretenir ? Je travaille pour un Irlandais et, avec moi, il y a des travailleurs allemands, français et d'autres et j'aime ces gens juste autant que je peux aimer ma femme et ceux de ma classe m'aiment pour cela. Pourquoi tuerais-je ces

hommes ? Que m'ont-ils fait ? Jamais il ne me firent du mal et c'est pour cela que je ne veux pas la guerre. Je voudrais détruire ces canons... Voilà pourquoi j'aime les socialistes. Voilà pourquoi j'aime les peuples qui veulent s'éduquer, s'instruire et qui sont aussi bons qu'ils doivent être.

— Et c'est pour cela que vous aimeriez l'Amérique ?

— Oui.

.....

— La question est celle-ci : Pour autant que vous connaissez les opinions de Fruzetti, les vôtres sont-elles les mêmes ?

— (Par l'interprète). Je ne puis dire ni oui ni non.

— Est-ce que vous ne voulez pas ou ne pouvez pas ?

— (Par l'interprète). Parce que la question est délicate.

— C'est délicat parce que Fruzetti fut déporté pour ses opinions. Savez-vous pourquoi Fruzetti fut déporté ?

— Oui.

— Est-ce à cause de ses opinions anarchistes ?

— (Par l'interprète). Je le sais maintenant.

— Est-ce parce que Fruzetti professait des idées anarchistes ?

— Une raison, parce qu'il était anarchiste, une autre, parce qu'il faisait de la propagande dans les journaux, et je ne sais au juste pour laquelle de ces deux raisons il fut déporté.

— Et les livres que vous rassemblez, étaient-ce des livres anarchistes ?

— Pas tous ?

— Combien d'entre eux ?

— Bien. Les uns dans les autres ; des socialistes, démocratiques et n'importe quels documents sociaux, socialistes, syndicalistes, anarchistes et toutes sortes de journaux.

— Bolchevistes ?

— Je ne sais ce que le bolchevisme signifie.

— Soviet ?

— Je ne sais ce que soviet signifie.

— Communiste ?

— Oui, et des livres d'astronomie aussi.

— Était-ce pour les détruire ?

— Non, pour les conserver.

— Vous vouliez les conserver pour les diffuser à nouveau, lorsque la situation serait changée ?

— Oui.

La provocation tendancieuse contenue dans les questions est flagrante, et nous devons admirer la franchise avec laquelle

nos camarades tinrent tête et affirmèrent sans réticences leur qualité de révolutionnaires.

Au procès, après un interrogatoire identique, Katzmann pourra faire au jury un appel contre les agitateurs étrangers :

« Gentlemen du jury, faites votre devoir. Faites-le comme des hommes. Soyez unis, vous hommes de Norfolk. »

Le rapport de l'expert armurier Proctor.

Avec infiniment de complaisance, la presse, après avoir inséré les conclusions du rapport d'un expert armurier — un major Goddard — qui ne fut pas témoin ni au procès ni à l'instruction — a donné la photographie de l'appareil ayant servi à ce major à identifier une des balles mortelles comme ayant été tirée par le revolver de Sacco. Plus que toute autre réfutation, le document ci-joint est de nature à écarter — malgré toute la mise en scène photographique — la pièce in-extremis du major Goddard :

L'expert Proctor, au moment de son témoignage était le chef de la Police d'Etat et avait été au Département de la Sûreté Publique pendant 23 ans. Son expérience de cas analogues le désigna comme expert armurier.

Après la sentence, dans une déclaration écrite, Proctor, l'expert armurier, jura que son témoignage avait été mal interprété.

Voici ce document :

« Je jure que l'une des balles, comme j'en témoignai, et comme je le crois toujours, fut tirée par un automatique Colt, calibre 32. Pendant la préparation du procès, mon attention fut constamment attirée par le Procureur et ses assistants sur la question : « Si je pouvais trouver une preuve quelconque qui permettrait d'établir que la balle particulière extraite du corps de Berardelli, appartenant à un automatique Colt, provenait de l'automatique Colt particulier de Sacco. » Je mis tout en œuvre pour arriver à me faire une opinion à ce sujet. J'ai, avec l'aide du capitaine Van Amburgh, fait un certain nombre d'épreuves à Lowel ; je tirai un certain nombre de cartouches à travers le pistolet de Sacco. A aucun moment, je ne fus capable de trouver une preuve quelconque tendant à démontrer que la balle trouvée dans le corps de Berardelli, provenant d'un automatique Colt, provenait du Colt de Sacco et je préviens, dans ce sens, le Procureur de district et ses assistants avant le procès.

« Au procès, le procureur ne me posa pas la question : si j'avais trouvé une preuve quelconque que la balle mortelle

passa par le pistolet de Sacco, pas plus que cette question ne me fut posée à la contre-instruction. Le Procureur de district voulait me poser cette question, mais je lui répétai souvent qu'au cas où il me poserait cette question, je répondrais par la négative. En conséquence, il ne me la posa pas. Mais me posa cette question : « Avez-vous une opinion sur la question de savoir si la balle n. 3 fut tirée par un pistolet Colt, comme celui en cause ? »

Réponse : « Oui, j'ai une opinion ». Question : « Quelle est cette opinion ? » Réponse : « Mon opinion est compatible avec le fait qu'elle a été tirée par ce pistolet ». Mais je n'avais pas l'intention, par cette réponse, de déclarer que j'avais trouvé une preuve quelconque que la balle mortelle avait passé par le pistolet de Sacco et le Procureur savait que telle n'était pas mon intention et il façonna sa question en conséquence. Si on m'avait posé la question à savoir si j'avais trouvé une preuve quelconque établissant que la balle provenait du pistolet de Sacco j'aurais répondu, comme je réponds maintenant, sans aucune hésitation : NON ! »

Proctor et Van Amburgh furent des témoins officiels et déposèrent au procès au nom de l'accusation. Proctor fut même jusqu'à un certain point le complice de Thayer et Katzmann. Ce ne fut que l'excès de cynisme des juges et le soulèvement de l'opinion publique qui lui firent écrire le rapport ci-dessus.

Les vrais coupables.

Mais l'élément le plus troublant de cette abominable affaire est fourni par les aveux de Celestino Madeiros.

Madeiras est, on le sait, ce jeune Portugais qui fit parvenir en novembre 1925, le billet suivant à Sacco :

« Je déclare par aveu, être dans le crime de la Compagnie de Chaussures de South Braintree, et Sacco et Vanzetti n'étaient pas dans le dit crime.

» Celestino Madeiros. »

Il était détenu, à ce moment, dans la même prison, en appel pour un meurtre commis lors de l'attaque d'une banque.

Des différents mémoires donnés par Madeiros et de sa déposition d'une centaine de pages dans laquelle il fut contre-examiné par le Procureur de district, ressort l'histoire suivante :

En 1920, Madeiros, alors âgé de 18 ans, vivait à Providence. Il avait déjà un casier judiciaire et faisait partie d'une bande d'Italiens spécialisés dans le vol d'autos de chargement. Un soir, qu'ils causaient ensemble dans un café de Providence,

certain membres de la bande l'invitèrent à les accompagner dans un vol de « Pay-roll » à South Braintree. Une attaque était un nouveau genre d'entreprise pour lui, mais ils lui déclarèrent avoir fait une quantité d'affaires de ce genre et le persuadèrent de les accompagner. Comme jeune, il ne devait tenir qu'un rôle accessoire. Il devait se tenir à l'arrière de la voiture, un revolver à la main et maintenir la foule au cas où elle ferait un « rush ». Conséquemment, quelques jours plus tard, le 15 avril 1920, le plan fut exécuté. Dans la bande, à côté de Madeiros, il y avait trois Italiens et une « sorte de petit bonhomme aux cheveux blonds » qui conduisait la voiture. Dans le but d'éviter l'identification, ils adoptèrent leur système habituel d'employer deux voitures. Ils partirent avec une Hudson, puis l'échangèrent contre une Buick apportée là par un autre membre de la bande. C'est dans la Buick qu'ils partirent pour South Braintree où ils arrivèrent vers midi. Au moment voulu, le tir fut fait par le plus âgé des Italiens (un homme d'environ 40 ans) et un autre. Le reste de la bande restant dans la voiture. Le coup fait ils remontèrent en voiture pour Rundolph, où ils échangèrent la Buick contre la Hudson et retournèrent à Providence la nuit suivante pour le partage. Mais Madeiros refusa d'indiquer s'il reçut ou ne reçut pas sa part.

Madeiras disait que la bande s'était occupée du vol d'automobiles de chargement. Y avait-il en réalité une bande semblable ? Oui, il y avait la bande Morelli, bien connue de la police de Providence et de New Bedford comme des criminels professionnels, dont plusieurs étaient en prison pour vol d'autos de charge à l'époque du meurtre de South Braintree. Sur neuf affaires de vols de chargements de chaussures, 5 concernaient la firme Slater and Morill de South Braintree et la firme Rice and Hutchison, l'usine voisine. Étant donnée la méthode d'opération, la bande devait avoir un indicateur à South Braintree. Il est rappelé que le vol concernait Slater and Morill et que le meurtre eut lieu devant les deux usines. Les Morelli en attendant jugement étaient en liberté. Ils avaient besoin d'argent pour leur défense, or les seules ressources provenaient de crimes. Ils furent en liberté jusqu'au 25 mai, puis condamnés et envoyés à Atlanta.

Madeiras ne donna pas les noms de la bande, mais décrivit les hommes qui furent avec lui à South Braintree. Jusqu'à quel point ces signalements correspondaient-ils avec ceux de la bande Morelli ? Le chef de bande était Joé, âgé de 39 ans. Ses frères étaient Mike, Patsy, Butsy et Fred, les autres membres de la bande étaient Bibba Barone, Gyp le Sanglant, Man-

cini et Steve le Polonais. Bibba Barone et Fred Morelli étaient en prison le 15 avril 1920. Selon Madeiros ils étaient 5, lui compris et le conducteur : « Polonais, Finlandais ou d'autre nationalité du nord de l'Europe ». Les coups de feu furent tirés par le plus âgé des Italiens, un homme d'environ 40 ans et un autre nommé Bill. Un quatrième Italien apporta la voiture Buick pour l'échange à Randolph. Aussi loin que vont ces signalements, ils conviennent parfaitement aux membres de la bande Morelli. Mais le témoignage de témoins indépendants corroborent les dires de Madeiros et rend l'identification décisive. L'une des plus grandes difficultés de la thèse des poursuites contre Sacco et Vanzetti fut l'impossibilité pour le gouvernement d'identifier le conducteur. Un témoin, contre toute vraisemblance, ayant affirmé reconnaître Vanzetti, le procureur déclara aux jurés : « Qu'ils devaient être convaincus du témoignage que lorsque la voiture se mit en marche, elle était conduite par un homme blond, d'apparence malade ». Steve le Polonais donne pleine satisfaction à la description de Madeiros comme étant le chauffeur, aussi bien qu'aux témoignages du procès. Pour écarter tous les doutes, deux femmes travaillant à la fabrique Slater and Morill, identifièrent Steve le Polonais comme étant l'homme qu'elles virent attendre pendant plus d'une demi-heure près d'une automobile en face de leur fenêtre ce jour-là. Deux témoins qui déposèrent au procès identifièrent Joe Morelli comme l'un des hommes qui tirèrent les coups de feu et un autre identifia Mancini. Les Morelli étaient nés en Amérique, ce qui explique le témoignage au procès que l'un des bandits parlait un anglais parfait, chose impossible pour Sacco et Vanzetti qui devaient se servir d'un interprète au procès.

En un mot, les membres de la bande Morelli conviennent parfaitement à l'affaire de South Braintree. Et les autres détails ? La balle mortelle de Berardelli provenait d'un Colt calibre 32 : Joe Morelli possédait à ce moment un Colt calibre 32. Le pistolet de Mancini était du type correspondant au calibre des balles trouvées dans le corps des victimes. La voiture du crime était une Buick. Madeiros déclare que ce fut une Buick qui fut employée, or, Mike Morelli, selon la police de New Bedford, conduisait à ce moment une Buick, qui disparut immédiatement après le 15 avril 1920. En fait, la police de New Bedford, où la bande Morelli opérait, les suspectait d'être les auteurs du crime de South Braintree, mais abandonna l'affaire après l'arrestation de Sacco et Vanzetti. Peu après l'affaire de Braintree, Madeiros fut emprisonné pendant 5 mois pour vol de 100

dollars, mais immédiatement après sa libération, il possédait 2.800 dollars en banque. Ces 2.800 dollars étaient incontestablement sa part du butin. Joe Morelli, comme nous le savons, fut envoyé à Atlanta pour sa participation dans le vol de chaussures de Slater and Morill. Pendant qu'il était en prison, il fit un arrangement avec un de ses co-détenus par lequel celui-ci devait lui fournir un alibi, plaçant Joé Morelli à New York à la date du 15 avril 1920, jour du crime.

On dira que les aveux d'un condamné sont sujets à caution. Mais dans quelles circonstances celui-ci fit-il de semblables aveux ? Il avait tout à perdre avec de semblables aveux, puisqu'en instance d'appel contre une peine capitale pour un cas semblable. S'accusant pour l'un, il prouvait l'autre. Mais l'aveu écrit le 18 novembre à Sacco n'était pas la première tentative de Madeiros d'entrer en pourparlers avec Sacco. Le meurtre pour lequel il était condamné avait été fait avec un complice nommé Weeks — c'était une attaque semblable. Weeks sous condamnation capitale dans une autre prison, lorsqu'il fut questionné, déclara que lors de la préparation de l'attaque de la banque de Wrentham, Madeiros se prévalut de son expérience dans l'affaire de South Braintree. Durant leurs rapports, Madeiros se référait souvent à cette affaire déclarant qu'elle avait été montée par la bande Morelli (que Weeks connaissait), et il se trouva un jour avec Madeiros dans le café où avait été comploté l'affaire de South Braintree. En préparant l'affaire de Wrentham, Madeiros avait dit : « J'en ai assez de la Buick qui a servi à l'affaire de South Braintree ». Avant l'affaire de Wrentham, il avait raconté à un couple tenant un café où il faisait le fanfaron, la part qu'il avait eue dans l'affaire de South Braintree et « qu'il voulait sauver Sacco et Vanzetti, parce qu'il savait qu'ils étaient innocents ». Il déclara avoir été amené à faire ces aveux : « Je vis venir ici la femme de Sacco avec ses petits et je devins très triste à cause des enfants ».

Devant deux hypothèses.

- Comparons maintenant les hypothèses :
 - La théorie Morelli, établie par l'avocat Thompson, comprend toute la bande du crime de South Braintree ;
 - La théorie Sacco et Vanzetti, deux seulement.
 - La théorie Morelli se vérifie pour toutes les balles trouvées sur les victimes ;
 - Celle de Sacco-Vanzetti, selon l'accusation, 1 sur 6 ;

Le cas Morelli donne une raison au crime, car ceux-ci étaient dans un grand besoin d'argent pour leur défense ;

Le cas Sacco-Vanzetti ne permet aucune explication.

Bien plus, on trouve Madeiros en possession de 2.800 dollars, exactement sa part du butin.

Alors qu'on n'a jamais pu mettre un centime à charge de Sacco et Vanzetti.

Le cas Morelli n'aboutit pas à l'histoire absurde comme quoi les criminels professionnels, venant de dérober après meurtre 16.000 dollars, voudraient consacrer une soirée, comme firent Sacco et Vanzetti, à parcourir les rues d'une banlieue pour aller emprunter une Overland, démolie et vieille de 6 ans.

Le cas Morelli donne raison à l'opinion de la Police qui était que ce crime fut commis par des criminels, alors que le caractère du passé de Sacco et Vanzetti ne permet jamais de faire croire qu'ils fussent devenus soudain des malfaiteurs et opérèrent avec autant d'expérience.

Un bon ouvrier chausseur, régulièrement au travail, mais malheureusement en congé pour un certain jour pour une raison déterminée (ambassade de Boston) et un marchand de poisson, doublé d'un philosophe-rêveur, ouvertement engagés dans la propagande révolutionnaire ne peuvent soudainement et isolément commettre un acte de banditisme professionnel.

Devant ces faits, on ne pouvait plus soupçonner Sacco et Vanzetti, d'autant plus que Mr Tompson, avocat de Sacco et Vanzetti, qui est une des gloires du barreau de Boston, a vérifié et complété les renseignements contenus dans ces récits. Mais le juge Thayer et, avec lui, toute la magistrature du Massachusetts, n'avaient pas besoin de cela pour être convaincu de l'innocence de ses victimes. Il n'avait pas frappé des bandits de grand chemin, mais des propagandistes révolutionnaires et cela les martyrs ne nièrent jamais d'être, il n'y avait donc pas lieu de reviser le procès.

Deux témoins : Upton Sinclair et George Branting.

Voici, pour terminer, deux témoignages sur nos deux suppliciés. Ils serviront de conclusion à ces documents, pour la gloire des victimes et pour l'éternelle confusion des assassins.

Voici celui d'Upton Sinclair :

« J'ai passé une heure dans la prison de Charlestown avec Bartholomeo Vanzetti. J'ai connu de nombreux agitateurs radicaux de toute école et de toute race, et je crois pouvoir être considéré comme un bon connaisseur de cette espèce particulière d'hommes.

» J'offre mon témoignage au tribunal de l'opinion publique : cet humble travailleur italien est précisément ce qu'il prétend être : un idéaliste et un apôtre du nouvel ordre social.

» Pour le considérer comme coupable d'agression et d'homicide, je devrais me considérer moi-même comme tel. Il est simple, il est naturel et franc comme un enfant ; il est sensible et possède ce raffinement inné dont dérivent les bonnes manières, sans avoir besoin de les apprendre. Il a dédié sa vie à ses camarades de travail ; c'est leur cause qu'il ne cesse de servir, et il le sait ».

Et voici un autre portrait par George Branting, après son enquête à Boston :

« Mon opinion sur Sacco et Vanzetti, se base sur les dossiers du tribunal, sur les récits de leurs amis, sur mes conversations personnelles avec eux. Je suis complètement convaincu de leur innocence.

» Sacco et Vanzetti, bien que différents l'un de l'autre, ont ceci de commun ; tous deux ont cette joie de vivre, sereine et presque enfantine, qui me faisait croire, me comparant à eux, que j'étais un vieillard cynique. Ce sont des jeunes gens charmants, sympathiques, qu'on sent pleins d'indulgente bonté pour tous, en dépit de la terrible fatalité qui pèse sur eux. »

Camarades,

Ne vous laissez pas circonvenir par la presse vénale. Sacco et Vanzetti sont INNOCENTS, lâchement assassinés par le capitalisme américain. Où vous pourrez frapper ce dernier, n'hésitez pas, c'est le plus abominable, le plus cruel, le plus insatiable qui soit.

« Le Creuset », 3^e année, n^o 9, septembre 1927.

LE MENSONGE DE LA PAIX !

Ce mois de novembre, gris et humide, aux brouillards flottant sur toutes choses comme des suaires ou des linceuls, symbolise parfaitement le néant éternel des choses mortes.

Un jour maussade, appauvri, suinte au travers des rideaux sans parvenir à éclairer la couleur des objets familiers ; par la gueule béante du fourneau, les braises ardentes crachent sur l'ombre un peu de lumière rouge. L'âme s'enténébre de mélancolie. Le passé, enfoui dans les replis de la conscience, ressuscite un monde d'êtres et de choses. Les absents, les morts, se rassemblent et se racontent de vieux souvenirs...

Les morts sont innombrables en ce mois de novembre, dernier venu d'une décade de paix...

Ils sont des millions, égaillés sous la glèbe indifférente des anciens champs de bataille. Qu'ils soient méticuleusement rangés par quelqu'enfouisseur officiel, subissant jusque dans la mort l'imbécile symétrie des instructeurs militaires, au cerveau équarri par la discipline, qui ont tracé des nécropoles à croix de bois ; qu'ils soient résorbés par la terre marâtre, après avoir été malaxés avec la boue putride des théâtres de gloire, bouillie sanglante, informe, anonyme, sous le broyage incessant des obus ; qu'ils soient prisonniers sous quelque arc de triomphe, au pied de quelque symbole mensonger de pierre et de bronze, que veille sur leurs restes périssables la flamme sacrée que le plombier canalisa d'une proche conduite de gaz industriel ; que — sous le signe des luzernes champêtres ou des tréteaux patriotiques, les morts de la guerre ont un même destin ; le néant les sépare à jamais des fêtes de la vie !

Ils étaient, jadis, comme nous tous, la foule vivante, mobile, insouciant, se soumettant sans trop réfléchir aux instincts profonds qui guident les humains. Ils chantaient, ils riaient aux jours clairs de leur existence. Ils étaient jeunes et forts, sur eux avaient veillé, durant vingt ans ou davantage, des mères

attendries ; des mains noueuses avaient œuvré jusqu'au sang pour assurer de meilleur être l'avenir qui s'ouvrait vaste devant eux. En leur chair, l'appel de l'amour avait réveillé sa mystique et douce angoisse... Ils avaient aimé ! Les yeux vitreux qui, avant de se liquéfier en sanies pestilentes, avaient fixé la fuite éperdue des nuages gris au-dessus de leur terre mortuaire, connurent autrefois, les contemplations muettes ; ces yeux s'étaient enorgueillis de la conquête et de la possession. Et leurs chairs dissoutes, fondues, en muscles puissants galbaient des corps harmonieux faits pour la caresse et les œuvres de vie...

Les morts de la guerre étaient, comme vous, comme moi, pleins d'ardeur, de vouloir, d'espérance ; en eux chantaient aussi les promesses de demain. Et la mort les prit... Que dis-je ?... Les mères, douces gardiennes de leur enfance ; les pères, tuteurs attentifs de leur juvénile ardeur ; les fiancées craintives, les épouses aimantes, les vieillards impuissants, les probes savants, les prêtres, les tribuns, les hommes de loi et de sabre, les juges, les marchands, les riches et les pauvres, tous ceux et celles que n'appelait point le sacrifice fatal, depuis la prude rombière à l'incontinentine putain, toutes et tous, dans un délire de cris, de chansons, de fleurs et de drapeaux, les avaient poussés, eux les jeunes, les vivants sur le sentier de la mort !!!

Depuis, aux jours anniversaires de novembre, les mères pleurent leurs petits ; les épouses regardent au dedans d'elles-mêmes sur ceux qui sont partis et ne revinrent jamais ; les enfants cherchent autour d'eux les grands frères et les papas aussi dont les médiocres portraits s'endeuillent de crêpe sur le mur chaulé des chambres d'ouvriers. Et les vieillards, les savants, les juges, les marchands, les tribuns, les putains et les prêtres, au son des cuivres, s'en vont dans le brouillard froid, bateleurs de la souffrance, verser un pleur oratoire autour de fastueuses catafalques de la patrie... en ces jours gris de novembre...

Sans doute, la guerre, pour ceux qui en connurent l'épouvante, n'est plus la « fraîche et joyeuse » des scribes embusqués dans les quotidiens à subventions. La France a « son » Alsace et « sa » Lorraine. Nous-mêmes, nous avons « nos » villes rédimées, ce dont nous sommes très fiers. Le cri de la revanche sonne faux jusque dans les discours de Poincaré. La Pologne, ressuscitée traîne parmi ses oppresseurs vaincus son sabre ostentatoire. Versailles et Saint-Germain ont, à grands coups de torchon, effacé les vieilles injustices et intronisé, sur une Europe nouvelle, le Droit et la Liberté... pour les puissants

de faire plus large ripaille. Les armées, désormais, ne sont plus faites pour la guerre. Ce sont, dans le vocabulaire nouveau, les gardiennes vigilantes de la civilisation dans la paix. Il n'est pas un homme d'Etat dont le pathos déclamatoire ne s'émaille du pacifisme le plus virginal. Et, pour attester de leurs sentiments humanitaires, les impérialistes ennemis se réunissent en des sites poétiques pour y sceller des pactes de concorde et d'amitié...

Ah ! Si les petits gars aux vingt ans pleins de promesses ; dont les restes achèvent de pourrir dans les plaines du Nord, sur les plateaux d'Argonne, dans les glaises de la Champagne, pouvaient entendre les prêches de Locarno ou de Toiry, la « Paix » peut-être adoucissait leur destin. Mais les morts n'entendent point. Aussi n'est-ce pas pour eux les panégyriques larmoyants, les « Te Deum » à grand spectacle, les discours de Briand, de Chamberlain, de Stresemann. Ce n'est pas pour eux la « flamme éternelle », la « minute de recueillement ». Pas pour eux les défilés de drapeaux, l'étalage des rubans, les couronnes d'immortelles. Pas pour eux l'esbrouffe macabre et tricolore en ce mois gris de novembre. Les petits gars, aux vingt ans prometteurs, furent fauchés par millions pour raffermir les marchés et les régimes, les petits gars qui sont morts n'entendent et ne voient plus. Point n'est besoin de leur jeter de la poudre aux yeux. C'est pour les vivants, pour ceux qui restent du grand carnage et pour ceux qui seront de celui de demain. C'est pour les vivants qui ne doivent pas comprendre, qui ne doivent pas soupçonner, que se dépensent les histrions en contritions verbales. Ils ne faut pas qu'ils sachent que les usiniers ont besoin d'un matériel humain plus considérable encore pour écarter la concurrence qui les menace. Il ne faut surtout pas que les « tant pour cent » — ces fantômes vivants — sachent que les laboratoires distillent, analysent, emmagasinent des gaz infernaux, plus meurtriers mille fois que ceux qui ont rongé leur corps. Il ne faut pas qu'aux oreilles des mères, des aïeux, des épouses, des enfants, le ronronnement obsédant des avions — ces messagers de paix ! — suggère la hantise des empoisonnements universels. Il ne faut pas qu'ils sachent que, derrière le paravant de la Société des Nations, des pactes et des alliances, les arsenaux fabriquent à rendement accéléré des engins de mort toujours plus perfectionnés et plus nombreux ; les chantiers construisent sans arrêt de gigantesques vaisseaux, submersibles surnois ou dreadnoughts orgueilleux ; les fonderies allongent les gueules béantes des obusiers et des canons. Et, c'est en vain, qu'explorent les

cartoucheries, les dépôts, les casemates, les cuivres patriotiques couvrant ces salutaires avertissements de leurs criminelles diversions.

Il ne faut pas qu'ils sachent que la GUERRE, la guerre exécrée, la guerre fratricide, dresse le piège où ils s'améciront demain. Le piège, qu'en ce mois de novembre, gris et humide, on cache sous le grandiloquent mensonge de la paix...